

Considérations clés : Répondre aux inondations au Soudan du Sud par le biais du Nexus Humanitaire-Développement-Paix

SSHAP

Social Science
in Humanitarian
Action Platform

À l'instar de nombreux autres pays africains, la République du Soudan du Sud doit faire face à un nombre croissant d'inondations dévastatrices liées au changement climatique.^{1,2} Le dipôle de l'océan Indien (DOI) et le phénomène climatique El Niño régulent le climat de l'Afrique équatoriale orientale. En 2019, un réchauffement du dipôle dans l'ouest de l'océan Indien, aggravé par le changement climatique, a créé une évaporation supérieure à la moyenne au large de la côte africaines. Cette vapeur d'eau s'est abattue à l'intérieur des terres sous la forme de précipitations sur l'Éthiopie, la Somalie, le Kenya, le Soudan et le Soudan du Sud, en provoquant des inondations massives.³ Depuis lors, dans les zones humides du Sudd, au centre et au nord-est du Soudan du Sud, des pluies saisonnières s'abattent sur des terres déjà saturées et s'ajoutent aux eaux de crue. De vastes zones du pays ont été submergées durant toute l'année et des inondations soudaines ont fait leur apparition dans de nouvelles régions où elles ne sont pas habituelles.

En parallèle, le Soudan du Sud peine à progresser vers la paix au lendemain de la guerre civile survenue en 2013-2018, avec de nombreux groupes armés qui poursuivent les combats et des conflits historiques avec le Soudan qui remontent à plusieurs décennies. L'impact des inondations sur l'environnement sécuritaire et la fragilité générale du Soudan du Sud a fait l'objet d'une attention prioritaire.^{4,5} Les graves inondations, conjointement avec des explosions de violence récurrentes, une gouvernance faible, la persistance de la pauvreté sous-jacente et l'insuffisance des infrastructures et des services de base, ont contribué à créer une crise humanitaire complexe et empêchent la jeune nation (qui a acquis son indépendance en 2011) de parvenir à une paix, une résilience et un développement durables et équitables. L'interdépendance de ces dynamiques et la nécessité d'aborder ces problèmes dans leur globalité sont de plus en plus reconnues par les acteurs de haut niveau dans le cadre de discussions relatives au nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP), parfois appelé le « triple nexus ».⁴

Cette note stratégique décrit les problèmes interconnectés du nexus HDP dans le contexte du Soudan du Sud en mettant l'accent sur les inondations. Cela revêt également une pertinence plus large pour d'autres pays au sein de la région, tels que la République démocratique du Congo et le Soudan, qui sont en proie à des cycles similaires d'auto-renforcement des crises humanitaires, de la paix et du développement, exacerbées par les inondations.⁶ En particulier, la note stratégique décrit les impacts multidimensionnels des inondations sur la paix, la santé, les moyens de subsistance et la gouvernance. Cette note stratégique fournit également un aperçu des initiatives et des innovations en matière de lutte contre les inondations, ainsi que des attitudes du public à leur égard. Elle met en évidence la nécessité d'établir un lien entre les interventions humanitaires à court terme et les initiatives de consolidation de la paix et de développement à long terme grâce à une collaboration significative entre les acteurs qui œuvrent au sein de ces espaces souvent cloisonnés.

Considérations clés

Investissement durable

- **Fournir des investissements urgents à court, moyen et long terme pour des infrastructures durables afin de répondre aux besoins aigus des personnes touchées par la crise en matière de nourriture, de services de base et de protection contre le**

débordement des eaux de crue. Les digues à grande échelle et les routes en digue construites ces dernières années s'érodent et nécessitent un entretien continu. De fortes populations sont toujours déplacées et vivent dans une insécurité alimentaire extrême. D'autres inondations sont inévitables dans le contexte du changement climatique. Par conséquent, des investissements sont également nécessaires pour prévenir et atténuer les impacts humanitaires, sur le développement et sur la paix des futures inondations catastrophiques.

- **Prendre des décisions en matière d'investissement dans les infrastructures fluviales en reconnaissant et en discutant ouvertement des questions d'ordre politique, culturel, économique, juridique et environnemental.** Par exemple, la résistance au dragage et au découpage de nouveaux canaux faisait partie des revendications qui ont mené à la guerre civile survenue en 1983 au Sud-Soudan (aujourd'hui Soudan du Sud) en raison de la perception selon laquelle ces interventions allaient injustement profiter au Soudan et à l'Égypte. Cela s'inscrivait dans un contexte de marginalisation du Soudanais du Sud et de préoccupation concernant des dégâts éventuels causés à l'environnement et aux pratiques socioculturelles. Le débat politique autour des récentes interventions de dragage menées par le gouvernement du Soudan du Sud met en évidence le fait que la manque de confiance dans les élites pour protéger le territoire associé à des groupes ethniques non dominants demeure un sujet pertinent.
- **Reconnaître les préférences des populations touchées ainsi que les besoins à long terme et multidimensionnels en matière d'infrastructures de gestion des eaux.** Les digues et les barrages représentent des options d'atténuation des inondations particulièrement populaires parmi les Soudanais du Sud, car ils ne retirent pas l'eau mais la contiennent pour l'utiliser pendant les périodes de sécheresse. Les sécheresses sont considérées par de nombreuses personnes comme une catastrophe climatique tout aussi importante (et probable) à court et à long terme, même simultanément avec des inondations pluriannuelles.
- **Soutenir des projets d'infrastructure à plus petite échelle et/ou menés au niveau local, tels que la construction et la réhabilitation de digues et de routes surélevées.** Ces projets peuvent soutenir la résilience aux inondations, l'organisation et l'apprentissage à l'échelle locale (par exemple au niveau des bomas) et offrir des moyens de subsistance. Les récents projets de construction de digues à plus grande échelle dans les États de l'Unité et de Jonglei s'appuient sur la pratique populaire existante de construction de digues sur des monticules de terre pour protéger les villages, les villes et les terres agricoles. Ces projets ont utilisé avec succès des approches participatives pour mobiliser les groupes touchés par diverses crises. Le soutien pourrait comprendre des ressources telles qu'une aide financière, des formations et la fourniture de matériaux.

Renforcement de la résilience

- **Soutenir les pratiques coutumières de résilience au changement climatique, telles que le mouvement circulaire des personnes et des animaux vers des territoires différents.** En parallèle, reconnaître que l'intensification et l'augmentation des cycles de crues, en plus des conflits politiques en cours, sont susceptibles de mettre à rude épreuve les arrangements coutumiers et les relations entre les communautés mobiles et d'accueil. Il est nécessaire que le gouvernement et les acteurs en matière de développement soutiennent davantage des négociations entre ces communautés pendant les périodes de déplacement et de mouvement provoquées par des inondations ou des sécheresses exceptionnelles. Des systèmes d'alerte précoce peuvent soutenir ces approches.
- **Collaborer avec les jeunes au sein des zones exposées aux inondations et aux conflits pour promouvoir des dialogues de paix et soutenir leurs moyens de subsistance.** Les jeunes sont souvent mobilisés pour perpétrer des actes de violence,

comme par exemple des vols de bétail intercommunautaire dans les communautés voisines. La violence augmente souvent pendant les inondations. Les jeunes touchés par les inondations à la recherche d'une vie meilleure en migrant sur de plus longues distances (par exemple, dans les États d'Équatoria) sont également susceptibles d'être impliqués dans des conflits nationaux. Les moyens de subsistance pourraient inclure des activités d'atténuation des inondations.

- **Veiller à ce que les activités d'atténuation et de lutte contre les inondations n'exacerbent pas les conflits politiques, ethniques ou d'autres conflits existants, ou n'en créent pas de nouveaux.** Les conflits peuvent être engendrés par les perceptions d'une aide et d'un soutien politisés, en particulier dans les zones au sein desquelles les personnes déplacées sont susceptibles d'avoir des relations tendues avec les communautés d'accueil. Idéalement, des éléments proactifs de consolidation de la paix devraient être intégrés aux activités à tous les niveaux.
- **Équilibrer l'accent mis sur le renforcement de la résilience au niveau local et le développement d'institutions de haut niveau.** Il est nécessaire de soutenir une action gouvernementale plus efficace et plus fiable en matière de prévention et d'intervention en cas d'inondations et de conflits.

Coordination, collaboration et apprentissage

- **Développer de nouvelles plateformes et de nouveaux mécanismes ou utiliser ceux qui existent déjà pour rassembler les acteurs du secteur humanitaire, du développement et de la paix aux niveaux international, national et local.** Ensemble, ils peuvent concevoir et fournir non seulement une aide significative aux personnes touchées par des inondations, mais également un renforcement de la résilience à moyen et long terme.
- **Partager les innovations liées aux inondations entre les secteurs et entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix.** Les dernières années des ripostes humanitaires complexes au Soudan du Sud ont donné lieu à une accumulation d'innovations. Ces innovations comprennent de nouvelles façons de construire des digues et d'impliquer les populations touchées par les inondations; l'anticipation de nouveaux scénarios dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) ainsi que de nouvelles possibilités d'intervention ; des manières innovantes de réaliser des évaluations multisectorielles des besoins ; et l'utilisation de données environnementales pour cartographier et prédire les vulnérabilités des services et des populations. Toutes ces innovations ont répondu à des défis transversaux liés à la paix, à l'aide humanitaire et au développement. À ce jour, la plupart de ces innovations ont été développées au sein de petits groupes d'acteurs ou de secteurs uniques, mais elles pourraient éclairer les méthodes de travail à l'échelle de la crise.
- **Adapter les méthodologies d'évaluation humanitaire, telles que l'évaluation multisectorielle initiale rapide (MIRA).** Le MIRA devraient intégrer des connaissances relatives aux impacts à moyen et long terme des inondations et des conflits. Avec la participation des communautés touchées, les évaluations devraient servir à élaborer et à formuler des recommandations pour une action durable.
- **Intégrer la recherche sur les perspectives communautaires relatives aux interventions en cas d'inondations** dans les évaluations de projets et les réflexions sur les nouvelles stratégies et innovations sectorielles. Les possibilités inhérentes à la participation aux actions humanitaires et à l'accès à l'aide elle-même peuvent être perçues comme injustes par les populations dans les communautés au sein desquelles les ripostes humanitaires sont déployées.
- **S'appuyer sur des logiques locales de la société civile et des communautés religieuses de confiance au Soudan du Sud et en tirer des enseignements.** Ces groupes sont déjà susceptibles d'intégrer une compréhension et des approches holistiques

des défis liés à la paix, aux actions humanitaires et au développement, y compris les inondations. Il y a une occasion unique pour les acteurs internationaux d'apprendre de ces communautés sur la manière d'opérationnaliser le nexus et de fournir aux communautés les ressources nécessaires pour mener les activités relatives au nexus. Prenez garde à ne pas outrepasser l'organisation et l'action locales en intégrant des acteurs locaux au sein de processus humanitaires, de développement et de paix de niveaux plus élevés.

Le Nexus Humanitaire-Développement-Paix

Le nexus Humanitaire-Paix-Développement (HDP) – ou le « triple nexus » – fait référence aux interdépendances entre les conflits et la paix, les crises humanitaires et l'aide humanitaire, ainsi qu'aux problèmes et solutions à long terme. Le « triple nexus » est la terminologie la plus récente pour un concept établi⁷ relancé dans le contexte des besoins humanitaires mondiaux et des conflits de longue durée.⁸ Ce concept reconnaît que les besoins humanitaires et en matière de développement réels des populations sont superposés et se renforcent mutuellement, et ne sont pas séquentiels ou compartimentés. Cette reconnaissance implique la nécessité de fournir une aide humanitaire à court terme tout en luttant contre les facteurs sous-jacents inhérents aux conflits et à la vulnérabilité, tels que la pauvreté, les inégalités et les infrastructures et services inadéquats. Les mesures prises dans chacun de ces domaines ne devraient pas nuire aux efforts déployés dans d'autres domaines et, idéalement, elles devraient s'appuyer les unes sur les autres. Par exemple, les initiatives d'aide aux personnes touchées par des catastrophes et de développement ne devraient pas attiser ou créer des conflits, et elles devraient éviter de créer des perceptions de partialité ou d'exclusion qui compromettent les initiatives de consolidation de la paix.⁹ Les implications pour la politique sont une collaboration, une coordination et une communication accrues entre les différents acteurs qui œuvrent au sein des espaces souvent cloisonnés de l'aide humanitaire, des activités de développement et de la consolidation de la paix.

En 2016, l'ONU a adopté une approche de triple nexus par le biais de sa réforme Nouvelle façon de travailler, dans le but d'encourager une action conjointe entre les agences de l'ONU. Une collaboration similaire a également été un engagement clé dans l'accord « Grand Bargain » entre les donateurs, les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres acteurs humanitaires lors du Sommet humanitaire mondial de 2016.⁷

En dépit de la reconnaissance et de l'engagement généralisés, la mise en œuvre des activités liées au triple nexus semble limitée et inégale. Une critique clé est qu'il demeure abstrait et éloigné des réalités sur le terrain, même s'il apparaît comme une discussion politique importante.¹⁰ Parmi les autres obstacles à la mise en œuvre de l'approche du triple nexus, il convient de mentionner la rigidité du financement, la compréhension partagée limitée de ce qu'est le triple nexus et de ce qu'il implique, l'absence de structures de coordination pour réunir les acteurs dans les domaines de la paix, de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les tensions entre les approches holistiques et celles axées sur la mission.¹¹ À titre d'exemple, les acteurs humanitaires craignent de compromettre le principe humanitaire d'impartialité dans le cas où leurs activités deviennent politisées en raison d'une collaboration accrue avec les acteurs dans les domaines de la paix et de la sécurité ainsi qu'avec les gouvernements.¹²

Le triple nexus au Soudan du Sud

Le Soudan du Sud fait figure d'illustration poignante des défis associés à la dynamique du triple nexus. Le pays est politiquement fragile en raison de conflits violents et de problèmes économiques et sociaux connexes. Pour inverser cette tendance, depuis 2018, le gouvernement du Soudan du Sud met en œuvre l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit (également appelé R-ARCSS ou l'accord de paix).¹³ Bien que cela ait contribué à réduire les combats entre l'armée nationale et certaines forces rebelles, plusieurs groupes réfractaires ont refusé de signer l'accord et poursuivent leur participation au conflit, souvent aux côtés de

diverses milices communales. Ainsi, la violence infranationale demeure persistante pour cette raison, mais elle est également due à des formes de conflits intercommunautaires et interethniques.¹⁴ L'extension du conflit a engendré le déplacement de plusieurs millions de personnes, tant à l'intérieur du pays qu'en tant que réfugiés dans les pays voisins. Les agents humanitaires sont également confrontés à des risques de sécurité en fournissant de l'aide aux populations touchées par le conflit.¹⁵ Cela indique que l'accord de paix à lui seul n'a pas été en mesure de répondre à la violence persistante et les conditions, les dynamiques et les moteurs sous-jacents qui propulsent la violence.

La plupart des discussions concernant le triple nexus au Soudan du Sud commencent par la nature prolongée du conflit dans le pays. Au lieu de cela, le fait de les démarrer par les catastrophes naturelles offre l'opportunité d'admettre que ces catastrophes contribuent à aggraver les conflits et à freiner le développement social et économique. Les impacts des inondations sont aggravés par les tensions politiques et sociales qui sous-tendent la violence, et par les infrastructures et services physiques et sociaux limités ainsi que par les moyens de subsistance. Cela indique que l'aide humanitaire aux personnes touchées par des inondations doit tenir compte des conflits, et éviter d'en créer de nouveaux ou de les attiser. Par ailleurs, les parties prenantes devraient accroître les ressources et renforcer l'attention accordée aux initiatives à moyen et à long terme en faveur d'une paix significative, d'un développement durable et de la résilience.

Les acteurs dans les domaines de la sécurité, du développement et de l'aide humanitaire reconnaissent de manière accrue la nécessité de travailler sur le triple nexus au Soudan du Sud. Le déclenchement de la guerre civile au Soudan en 2023 a engendré le retour des rapatriés sud-soudanais dans les régions du nord du Soudan du Sud. Il s'agit des régions les plus touchées par les inondations et les conflits, et la situation a accru l'urgence d'une réponse intégrative. En s'adressant au Conseil de sécurité de l'ONU en septembre 2023, Nicholas Haysom, représentant spécial de l'ONU pour le Soudan du Sud et chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), a déclaré :

« Nous privilégions de plus en plus les approches coordonnées sur le nexus paix-humanitaire-développement, axées sur le renforcement de la résilience communautaire aux bouleversements liés aux conflits, au climat et à l'alimentation, en nous efforçant de trouver des solutions durables aux déplacements, et de consolider la réduction de la violence communautaire, notamment par le biais des plateformes de projets, telles que le Fonds d'affectation spéciale pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience, et la création d'institutions, et en conformité avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. »⁴

D'autres acteurs, tels que le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)¹⁶ et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR),¹⁷ ont également commencé à invoquer et à élaborer des stratégies portant sur des approches plus holistiques, en combinant les actions humanitaires avec des objectifs de paix et de développement. D'autres initiatives, comme par exemple un programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur les moyens de subsistance pour les réfugiés entre 2016 et 2018, ont également permis d'obtenir des résultats prometteurs à petite échelle.¹⁸ L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a entrepris des recherches visant à explorer les impacts des conflits et des inondations sur les services de santé soutenus par l'action humanitaire et le développement et l'accès des communautés aux soins de santé afin d'éclairer le développement de systèmes de santé plus résilients et complets.

Aggravation des inondations au Soudan du Sud

Inondations saisonnières et adaptation socioculturelle

Tandis que les inondations au Soudan du Sud se sont aggravées ces dernières années, et notamment depuis le réchauffement du DOI survenu en 2019, les inondations saisonnières sont

habituelles dans le pays en raison de sa position dans le Bassin du Nil. Le Nil Blanc coule vers le nord à travers le pays en direction du Soudan et de l'Égypte à partir de sa source dans le lac Victoria, qui borde l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie. Au nord de la capitale du Soudan du Sud, Djouba, la rivière se dissipe à travers une dépression peu profonde de sols argileux, en produisant un réseau de canaux, de lagunes, de marécages permanents et de plaines inondables. Ils sont rejoints par davantage d'eau provenant de la rivière Sobat qui draine les hautes terres éthiopiennes. Cette zone est la zone humide du Sudd, qui gonfle tous les ans avec les pluies.¹⁹ Bien que les précipitations annuelles atteignent généralement un taux maximum au mois d'août, le niveau des eaux augmente progressivement, les inondations étant les plus importantes au mois d'octobre.²⁰

Les Nuer, les Dinka et les Shilluk sont les principaux groupes ethniques qui vivent dans la zone humide du Sudd, tandis que les Anyuak et les Murle vivent sur les rivières Pibor et Akobo, qui alimentent la rivière Sobat. Au fil du temps, ces groupes se sont adaptés à ces périodes d'inondations saisonnières en élaborant des stratégies de subsistance flexibles. Ces stratégies comprennent l'agropastoralisme nomade, la collecte de produits forestiers non ligneux, la pêche et l'édification de campements saisonniers, notamment sur de petites îles. L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) reconnaît ces pratiques résilientes comme permettant aux communautés d'habiter la zone humide du Sudd depuis plusieurs siècles.¹⁹

« Développement », méfiance et perturbation hydrologique

À partir de la fin des années 1970, le gouvernement du Soudan (qui était basé dans le nord de ce qui était alors l'unique pays du Soudan, englobant le Soudan moderne et le Soudan du Sud) a initié des projets d'infrastructure à grande échelle dans la région du sud sous la bannière du « développement ». Le projet du canal de Jonglei a débuté en 1978 dans le but d'accroître l'écoulement des eaux en direction du nord du Soudan et de l'Égypte. Il s'agissait de couper un grand canal entre la ville de Bor dans l'État du Jonglei et celle de Malakal dans l'État du Nil Supérieur. Le projet a suscité des manifestations au Sud-Soudan (aujourd'hui Soudan du Sud), témoignant d'une méfiance de longue date à l'égard des intentions des acteurs du Nord par les populations du Sud historiquement marginalisées, ainsi que des craintes que le canal ne perturbe les moyens de subsistance et n'endommage l'environnement en prélevant de l'eau dans la zone humide du Sudd. En 1984, les rebelles s'en sont pris au projet de canal, en stoppant sa construction et en laissant un canal partiellement inondé.

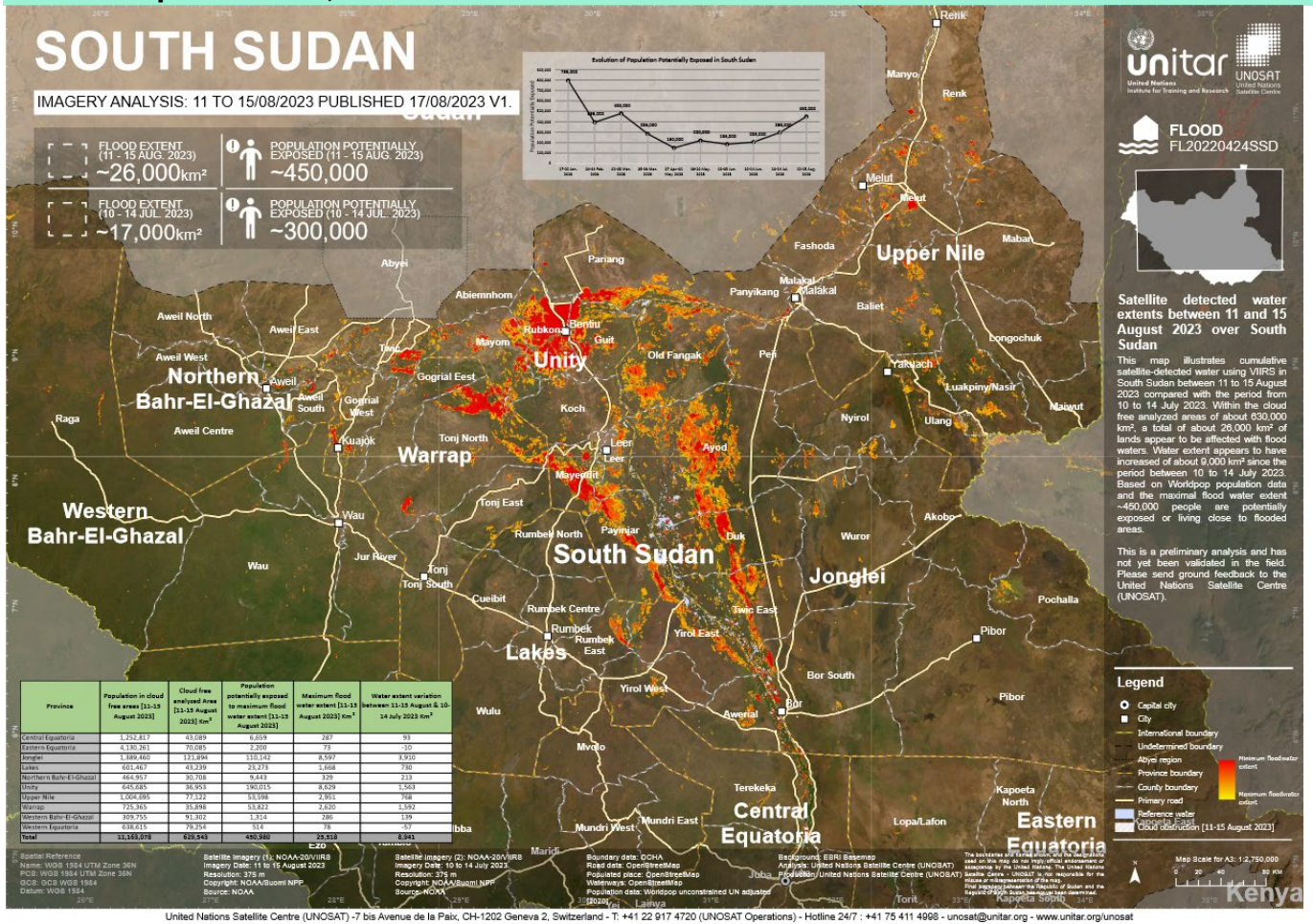
À la même époque, Chevron, le géant pétrolier américain, a découvert des gisements de pétrole à proximité de Bentiu. Le gouvernement soudanais, dominé par le Nord, a apporté son aide à Chevron. Cette coopération a engendré davantage de colère parmi les populations du Sud qui ont éprouvé du ressentiment contre les initiatives perçues comme visant à contrôler et à exploiter leurs ressources. Les attaques menées par les rebelles ont conduit Chevron à vendre ses investissements à des sociétés asiatiques, qui allaient initier les premières exportations de pétrole du Soudan en 1999. Tandis que le gouvernement soudanais célébrait la production et les ventes de pétrole, les communautés au sein des régions productrices de pétrole ont vécu le développement de l'industrie comme une catastrophe. Les infrastructures « occupaient de vastes étendues de terre, détruisaient des biens, aggravaient les litiges fonciers et frontaliers, spoliaient l'environnement et ne contribuaient pas à fournir des emplois locaux ».²¹ Plus grave encore, les vastes infrastructures ont également fortement perturbé le drainage naturel, certaines zones devenant plus sèches et d'autres plus humides, ce qui a contribué à aggraver les inondations.

Avec l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, les citoyens s'attendaient à une production pétrolière plus équitable et moins nocive pour l'environnement, mais ce n'est pas encore le cas.²² Au contraire, les défis environnementaux associés à l'industrie se sont aggravés dans un contexte de violence persistante et d'inondations accrues.

Changement climatique

Le changement climatique a également contribué à des inondations plus intenses. Bien que la fréquence des inondations ait augmenté au cours des 60 dernières années,²³ les pluies torrentielles survenues en 2019, causées par le réchauffement du DOI et le changement climatique, ont submergé les cours d'eau régionaux et ont des effets à long terme. Le gouvernement ougandais, qui contrôle un grand barrage hydroélectrique en amont du Nil, a libéré de l'eau afin d'empêcher le reflux de détruire les villages situés sur le lac Victoria, et, par conséquent, d'envoyer davantage d'eau en aval.²⁴ Les inondations survenues au Soudan du Sud en 2020 ont été tellement fortes que les eaux n'ont pas complètement reflué durant les saisons sèches intermédiaires. En raison du sol gorgé d'eau, les précipitations ultérieures ont engendré des inondations encore plus rapides et importantes en 2021, en particulier dans les États du Jonglei, du Haut-Nil et de l'Unité. Jusqu'à octobre 2022, de nombreuses régions relativement épargnées en 2021, y compris dans les États de Bahr el Ghazal du Nord, de Warab et de l'Équatoria-Occidental, avaient également été inondées par les eaux de crue. Selon certaines estimations, environ 2,6 millions de personnes avaient été touchées jusqu'à décembre 2022.²⁵ Une tendance similaire est apparue en 2023, qui marque la cinquième année consécutive d'inondations historiques dans le pays, même s'il semble qu'un nombre plus restreint de personnes aient touchées (voir figure 1).²⁶ Les eaux de crue couvrant les zones les plus touchées, comme par exemple aux environs de Bentiu dans l'État de l'Unité, ne devraient pas s'écouler complètement avant 2028.²⁷

Figure 1. Etendues d'eau (maximum en jaune, minimum en rouge) au Soudan du Sud détectées par satellite, 11-15 août 2023



Source : Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT). (17 août 2023). *Un satellite a détecté des étendues d'eau entre le 11 et le 15 août 2023 au-dessus du Soudan du Sud.* <https://unosat.org/products/3659>.

Impacts des inondations au Soudan du Sud

Les inondations ont des répercussions négatives directes, immédiates et synergiques. Elle peut nuire à la sécurité et à la paix, aux moyens de subsistance, à la santé, à la sécurité alimentaire, à l'éducation et plus encore. Le Soudan du Sud peine déjà à fournir des services de base, des infrastructures, la sécurité et un environnement propice aux moyens de subsistance. Les perturbations causées par les inondations aggravent la vulnérabilité sociale et économique à moyen et à long terme.

Impacts sur la paix et les conflits

L'un des principes clés de l'accord de paix revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud (R-ARCSS) est que les personnes déplacées puissent rentrer chez elles « en toute sécurité et avec dignité ». ²⁸ Suite à l'adoption de l'accord en 2018, le renforcement de la sécurité a permis à environ 2 millions de réfugiés sud-soudanais et personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) de rentrer chez eux avant la mi-2021. ²⁸ Cependant, les inondations ont ralenti ce processus, tout en engendrant des déplacements supplémentaires et des conflits. Comme il a été souligné vendredi 18 novembre 2022 par la Très honorable Mary Ayen Mijok, première vice-présidente du Conseil d'État du Soudan du Sud,

« Nous avons été affectés par le changement climatique, tout comme l'impact des inondations survenues dans certaines régions est actuellement perceptible dans tout le pays, car non seulement nous avons des PDI [personnes déplacées à l'intérieur du pays] en raison du conflit, mais nous avons également des PDI en raison de la crise environnementale ou du changement climatique, et pas seulement cela, à l'heure actuelle, certaines communautés sont confrontées à des conflits entre la communauté d'accueil et ceux qui sont venus en tant que PDI. » ²⁹

Historiquement, la migration a permis la résilience aux inondations et au changement climatique au Soudan du Sud grâce aux lois foncières communales coutumières. Ces lois permettaient aux aînés issus de différentes communautés de négocier un accès saisonnier et au besoin à la terre pour l'agriculture, le pâturage, la pêche, la chasse, la collecte de bois de chauffage, le logement et d'autres besoins, y compris en cas d'inondation. ²³ Toutefois, des inondations plus fréquentes et extrêmes mettent à rude épreuve cette réciprocité coutumière, en particulier dans le contexte d'un conflit armé prolongé (quoique parfois intermittent), tout en ayant des effets complexes sur les conflits infranationaux.

Violences intercommunautaires dans les régions touchées par les inondations

Les pressions croissantes et interdépendantes liées au changement climatique, à l'insécurité alimentaire, aux perturbations des moyens de subsistance et à l'inflation peuvent entraîner des violences intercommunautaires, des pillages et des vols de bétail. ³⁰ Ces pillages peuvent être considérés comme un moyen de récupérer les pertes et/ou de sécuriser les sources alimentaires en prévision d'incertitudes, ³⁰ comme par exemple en cas d'inondations. Les jeunes hommes sont souvent ceux qui sont mobilisés pour participer à des pillages face à ce genre d'incertitude, parfois encouragés par des leaders influents offrant une justification spirituelle. ³¹ Les exemples d'inondations contribuant au conflit en raison des déplacements au Soudan remontent au XIXe siècle. ²³ Un exemple plus récent et notable est survenu lors de la seconde guerre civile soudanaise lorsqu'une inondation catastrophique qui a touché la plupart des régions de l'État du Nil supérieur a contribué au conflit dévastateur qui a opposé les Dinka et les Nuer en 1991. Cela a contribué à diviser le mouvement de libération du Sud, en prolongeant la guerre civile, et en jetant les bases du conflit politique de 2013, dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. ²³

Les agents humanitaires basés dans l'État de l'Unité qui ont été consultés pour la rédaction de cette note stratégique ont suggéré que les récentes inondations avaient été tellement importantes au sein de l'État de l'Unité que les vols de bétail avaient diminué en raison des vastes étendues d'eau stagnante qui coupaient les routes reliant les villages. Les experts

consultés pour la rédaction de cette note stratégique ont indiqué qu'il était probable que l'on assiste à une recrudescence de la violence lorsque le terrain sera sec.

Les initiatives visant à lutter contre les inondations et axées sur la consolidation de la paix demeurent largement déconnectées. Dans les régions les plus touchées par les inondations, la MINUSS, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont parvenus à maintenir certaines activités de consolidation de la paix et de mobilisation des jeunes pour promouvoir la cohésion sociale. Toutefois, les services gouvernementaux de l'État et d'autres acteurs humanitaires se sont concentrés sur la riposte contre les inondations et l'atténuation de leurs conséquences immédiates. Dans d'autres régions, la MINUSS a développé des projets pilotes intégrés pour la paix, la résilience et la reprise ; ils sont mis en œuvre dans l'État de l'Équatoria oriental, dans l'État de l'Équatoria occidental, dans l'État de Bahr El Ghazel du Nord et dans l'État de Bahr El Ghazel occidental.¹⁵

Conflits entre les agriculteurs et les éleveurs

L'incertitude climatique à long terme dans la région a conduit les pasteurs à développer des stratégies d'adaptation des moyens d'existence impliquant la migration saisonnière. Les autorités traditionnelles et politiques négocient régulièrement des accords avec les communautés agricoles pour l'autorisation et le passage sécurisé des groupes pastoraux.³² Ces accords sont également affectés par des conflits plus importants. Le massacre de Bor en 1991, un événement tragique significatif survenu lors de la seconde guerre civile soudanaise, a incité plusieurs centaines de milliers de Dinka à fuir vers l'État d'Équatoria, au sud. Les résidents craignaient qu'il ne s'agisse d'une occupation et cela a provoqué le déplacement de la population d'Équatoria vers les pays voisins jusqu'à l'accord de paix global de 2005.

Ces dernières années, des inondations importantes et de longue durée sont survenues dans les régions d'origine des Dinka et d'autres pasteurs, tels que les Nuer. Ces inondations ont accru leur besoin de migrations plus précoces et plus longues vers les régions agricoles du sud qui ne sont pas en proie aux inondations ; ce changement a contribué à exacerber les tensions.²⁰ Dans le contexte de la dernière guerre civile au cours de laquelle des politiciens puissants et des groupes armés étaient issus de groupes d'éleveurs de bétail, les tensions entourant les migrations provoquées par les inondations au sein des régions agricoles des États d'Équatoria sont devenues plus meurtrières et ouvertement politisées. Les communautés de cultivateurs de Djouba (y compris Mongalla, Lokiliri et Lobonok), les régions de Magwi, Kajo Keji, Yei, Maridi et Mundri ont subi des massacres, des destructions de cultures et d'autres crimes perpétrés par des éleveurs de bétail armés de l'État de Jonglei, touché par les inondations, ce qui a provoqué de nouveaux déplacements.³³⁻³⁵ Malgré la condamnation de la MINUSS, de la Troïka (États-Unis, Royaume-Uni et Norvège),³⁶ la Commission mixte revitalisée de suivi et d'évaluation³⁷ de l'Église catholique³⁸ (l'attaque avait eu lieu la veille de la visite du Pape à Djouba), et les ordonnances de l'État intimant aux éleveurs de bétail de quitter la région, le gouvernement et les administrations locales ont lutté pour contenir la violence entre pasteurs et agriculteurs. Dans l'État d'Équatoria-Central, le gouvernement envisage de présenter un projet de loi pour contrôler les mouvements du bétail.³⁹ Ces initiatives semblent avoir partiellement fonctionné. Selon le commissaire du Comté de Djouba, le retour du bétail dans l'État de Jonglei s'était accéléré en 2023.⁴⁰ Néanmoins, il est suggéré que la persistance des inondations et de l'insécurité dans l'est de l'État de Jonglei aurait de nouveau incité certains groupes à retourner dans des régions situées dans les États d'Équatoria occidental et central, ce qui met en évidence la nécessité d'approches plus durables.

Pression croissante des rapatriés et des PDI

Le déclenchement de la guerre civile au Soudan depuis avril 2023 a entraîné le retour de nombreux Sud-Soudanais au Soudan du Sud, vers les États les plus touchés par les inondations. Leurs voyages de retour ont été périlleux, certains rapatriés ayant signalé des vols, des agressions sexuelles et des assassinats.⁴¹ Leur hébergement a également contribué à

Considérations clés : Répondre aux inondations au Soudan du Sud par le biais du Nexus Humanitaire-Développement-Paix, avril 2024, www.doi.org/10.19088/SSHAP.2024.012

exercer une pression supplémentaire sur les communautés d'accueil et les personnes déjà déplacées vivant dans les régions de destination, qui sont confrontées aux inondations, à la violence et aux déplacements. En juin 2023, les responsables de l'État de l'Unité ont déploré la pression croissante sur les ressources limitées. Cette pression a été particulièrement ressentie dans les environs de Bentiu, dans la mesure où la population de personnes déplacées au sein de la région a augmenté pour atteindre près de 200 000 personnes dans un contexte d'inondations persistantes depuis trois ans, avec de nombreux rapatriés ayant un besoin urgent d'aide humanitaire.⁴² L'administration de l'État de l'Unité a annoncé qu'elle allait allouer des terres aux rapatriés pour un établissement permanent,⁴³ mais avec autant de personnes encore incapables de se déplacer à l'extérieur des villes protégées par des digues, et l'insuffisance de hautes terres dans l'État de l'Unité, l'attribution des terres demeure une question urgente et controversée. Dans l'État de Warab, également limitrophe du Soudan, le PAM a exprimé des préoccupations similaires concernant sa capacité à faire face à l'afflux élevé de rapatriés et aux déplacements liés aux conflits et aux inondations.⁴⁴ Dans le comté de Gogrial East, le plus touché de l'État par les inondations, les communautés ont été confrontées à une décennie de déclin du bétail et de baisse la production agricole, et sont maintenant confrontées à une « ruée vers la nourriture » en concurrence avec les populations déplacées et rapatriées. Cette ruée comprend la recherche de ressources alimentaires sauvages appauvries, dont la collecte est devenue un moyen de survie important.⁴⁵

Déplacement vers les zones urbaines

Tandis que les effets connexes des conflits, des inondations et d'autres crises à déclenchement lent et rapide continuent de rendre la vie rurale plus précaire, l'urbanisation est également une préoccupation. Un agent humanitaire consulté dans le cadre de la rédaction de cette note stratégique a décrit le mouvement non soutenu de jeunes vers les zones urbaines comme un impact inquiétant à long terme des inondations. L'absence de domicile et la criminalité sont considérées comme des conséquences potentiellement graves à mesure que les ressources urbaines deviennent surchargées, tandis que l'on assiste à la perte du patrimoine culturel rural à mesure que les populations sont déplacées de leurs moyens de subsistance et de leurs terres natales.

Impacts des inondations sur la santé et le bien-être

Accidents et maladies

Selon une évaluation rapide menée en 2022, dans le cadre de laquelle l'on a utilisé des questionnaires ainsi que des entretiens et des discussions avec la population locale au sein des régions touchées par les inondations, les inondations auraient causé des décès dus à des noyades, des effondrements d'abris et des morsures de serpents.²⁸

Lors d'une inondation, l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement est compromis car les forages et les latrines à fosse ne fonctionnent plus. L'eau devient également polluée par les populations contraintes de pratiquer la défécation en plein air.²⁸ Cette source de pollution constitue un risque majeur dans les camps surpeuplés, compte tenu notamment des récentes épidémies de choléra et d'hépatite E dans le pays.⁴⁶ Les animaux, qui nécessitent de partager les terres sèches limitées avec les populations, sont également une source de pollution de l'eau.

Patauger dans l'eau et la boue provoque des éruptions cutanées, des coupures aux pieds et des blessures, comme par exemple, lorsque les personnes âgées et les femmes enceintes font une chute.⁴⁷ Le fait de vivre à l'extérieur peut engendrer le fait que les populations ressentent le froid et soient vulnérables aux toux et aux infections respiratoires.⁴⁸

Il existe également un risque de maladies causées par l'eau stagnante qui sert de lieu de reproduction pour les moustiques. Les établissements médicaux ont enregistré des taux de positivité au paludisme plus élevés que la normale, avec jusqu'à 70 % des consultations attribuables au paludisme à Renk, dans l'État du Nil Supérieur.⁴⁹

Les populations des régions productrices de pétrole ont précédemment attribué des problèmes de peau, des diarrhées et des malformations à la naissance parmi les enfants et les bovins au pétrole qui pénètre dans l'approvisionnement en eau,⁵⁰ que les inondations n'ont fait qu'amplifier. Les récentes inondations survenues dans l'État de l'Unité, un important centre de forage pétrolier, ont fait craindre une telle pollution de l'environnement.⁵¹

Famine et malnutrition

Dans les régions les plus durement touchées par les inondations, les populations peuvent manquer plusieurs saisons de plantation et de récolte et perdre leur bétail, ce qui entraîne la famine, la maladie et la souffrance. La perte d'investissements dans le bétail contribue également à réduire les ressources et la résilience. Cela incite de nombreuses personnes à avoir recours à des pratiques de survie. Tandis que les hommes pêchent, les femmes recueillent, transforment et cuisent des bulbes de nénuphar pour en faire une bouillie peu calorique au goût amer.⁴⁷ Ce régime restrictif en période d'inondation pendant une durée prolongée, ainsi que d'autres facteurs de stress en période d'inondation, a un impact négatif sur la santé physique et mentale des populations. En novembre 2023, environ la moitié de la population du Soudan du Sud (46 %) était confrontée à une insécurité alimentaire de situation de crise voire pire, les régions fortement touchées par les inondations de Rubkona (y compris Bentiu) dans l'État de l'Unité, et Duk et Nyirol dans l'État de Jonglei étant les plus affectées.⁵² D'après le personnel de la Commission soudanaise de secours et de réhabilitation, les administrateurs locaux, les responsables et les employés des ONG interrogés dans le cadre d'une évaluation des inondations dans l'ensemble du pays, l'aide humanitaire a été largement considérée comme insuffisante.²⁸ Un agent humanitaire consulté dans le cadre de cette note stratégique a déclaré :

« C'est une période très préoccupante d'attente, de souffrance, de maladies, d'absence de nourriture, c'est une période terrible pour cette communauté. [...] Et je suis désolé de dire que jusqu'à présent le gouvernement ne fait rien, mais les gens pensent plutôt à migrer vers d'autres endroits, comme par exemple Djouba, où ils pourront disposer de tous les services – mais cela pose des problèmes en soi. »

Accès limité aux soins de santé

Les répercussions des inondations sur la santé augmentent le besoin de services de santé accessibles, néanmoins, les inondations réduisent l'accès aux soins de santé dans un contexte où les services sont utilisés au maximum. En juin 2023, 76 % des établissements de santé et des cliniques mobiles à travers le pays étaient au mieux « minimalement fonctionnels » (définis comme étant ouverts ou présents et offrant au moins un des services de l'offre sanitaire et de nutrition de base du Soudan du Sud, tels que les soins curatifs ambulatoires), certains endroits touchés par les inondations étant particulièrement affectés.⁵³ Dans le comté de Rumbek Est, dans l'État des Lacs, seuls six des 21 établissements de santé sont restés pleinement opérationnels en novembre 2022 en raison des inondations et des défis liés au financement.⁵⁴

L'accès aux soins pour les PDI, qui sont plus vulnérables, peut s'avérer particulièrement limité. Dans l'ensemble du pays en 2022, environ un tiers des PDI et un quart des rapatriés vivaient dans des campements situés à plus de 5 km d'un établissement de santé « fonctionnel ». ⁵⁵ On estime qu'environ 225 000 personnes déplacées vivaient à plus de 15 km d'un établissement de santé fonctionnel.⁵⁶ Les populations au sein des États de Warab, Jonglei, du Nil Supérieur et des Lacs ont été les plus touchées. ⁵⁵ Les besoins en soins de santé ont tendance à être plus élevés pour les PDI vivant dans des camps plus petits et pour les populations qui se sont installées dans des zones isolées considérées comme plus sûres, mais ces endroits sont également hors de portée du système de santé existant. Les eaux de crue qui coupent les voies de transport de certaines zones peuvent également limiter la capacité des populations à atteindre les établissements susceptibles d'être encore opérationnels.

Le financement des salaires des agents de la santé et de l'approvisionnement en médicaments a diminué au cours de la dernière décennie, à la fois en raison des dépenses publiques

Considérations clés : Répondre aux inondations au Soudan du Sud par le biais du Nexus Humanitaire-Développement-Paix, avril 2024, www.doi.org/10.19088/SSHAP.2024.012

Plateforme Social Science in Humanitarian Action

négligeables consacrées à la santé et des réductions importantes de l'aide étrangère. Par conséquent, les frais d'utilisation sont désormais répandus à tous les niveaux du système de santé publique. La nécessité de payer pour les services de santé crée des obstacles financiers à l'accès aux soins de santé. Une évaluation interinstitutionnelle des effets des inondations a été menée à Panyijiar, dans l'État de l'Unité, en janvier 2023. Sur les 333 ménages interrogés, 186 (56 %) ont déclaré qu'eux-mêmes ou qu'un membre de leur famille n'avaient pas pu avoir accès aux soins médicaux nécessaires car les établissements publics à proximité n'étaient pas opérationnels ou en raison du coût élevé de l'accès aux soins.⁵⁷

Les répercussions directes des inondations sur la santé mettent en évidence la nécessité d'interventions humanitaires à court terme et d'initiatives à long terme. Ces initiatives, qui nécessiteront une action coordonnée et soutenue, comprennent le renforcement des systèmes de santé ainsi que le développement d'infrastructures et de stratégies afin de garantir la sécurité alimentaire. Dans la mesure où le secteur de la santé fait face à des réductions importantes des dépenses, les planificateurs du système de santé consultés dans le cadre de cette note stratégique prévoient qu'au cours des cinq prochaines années, seulement 75 % des établissements pourront être soutenus. Les planificateurs ont également prédit que le financement de la santé ne sera pas utilisé pour reconstruire des établissements détruits par les inondations et les conflits, ou pour en construire de nouveaux. La planification à long terme est limitée par ce que les acteurs humanitaires peuvent offrir. Les planificateurs doivent associer les partenaires humanitaires et de développement aux établissements en fonction de leurs capacités de réponse aux crises. Les planificateurs doivent affecter les régions les plus vulnérables aux inondations et à la violence aux grandes ONG humanitaires internationales. Les grandes organisations humanitaires sont également conscientes du fait que l'accès aux soins de santé influence les décisions migratoires, des villages, voire même les petites villes, se développant autour de nouveaux hôpitaux et cliniques. Cela crée un dilemme quant à savoir s'il convient d'investir dans les zones touchées par de fortes inondations, si cela incite les populations à s'installer sur des terres qui sont géographiquement inappropriées à long terme.

Impacts sur les moyens de subsistance et l'éducation

Les inondations récurrentes pèsent lourdement sur les moyens de subsistance. Au Soudan du Sud, la plupart des moyens de subsistance sont basés sur des activités sensibles au climat telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière. Rien qu'en 2021, les inondations ont tué près d'un million d'animaux d'élevage, détruit plus de 37 tonnes de cultures et endommagé 65 000 hectares de terres cultivées.⁵⁸ Les routes, les ponts et les marchés ont également été gravement endommagés dans certaines régions. Les magasins qui sont restés ouverts ont eu du mal à obtenir des stocks, tandis que les prix étaient excessivement élevés.²⁸

Les inondations ont détruit des écoles et du matériel éducatif. Dans certaines régions, les eaux de crue ont submergé des bâtiments et empêché les écoles d'opérer sous les arbres. En conséquence, les programmes d'alimentation scolaire ont été suspendus. Bien que de nombreuses familles et enseignants aient quitté leur région, beaucoup de familles qui étaient restées avaient empêché les jeunes enfants d'aller à l'école, par crainte qu'ils ne se noient ou qu'ils soient mordus par des serpents sur le chemin de l'école.²⁸ De manière générale, les inondations récurrentes ont constitué un contretemps majeur pour l'accès des enfants à l'éducation et pour les moyens de subsistance des ménages. La reprise nécessitera une aide humanitaire intégrée et des investissements dans le développement afin de soutenir des infrastructures, des services et une protection sociale résilients.

Impacts sur la capacité et la gouvernance de l'État

Les inondations ont également des répercussions plus importantes sur la capacité de l'État du Soudan du Sud à gouverner et à fournir des infrastructures et des services essentiels de manière durable. Comme il a déjà été mentionné, les inondations persistantes interagissent avec les conflits – internes et transfrontaliers – et d'autres crises graves. Avec des ressources limitées,

l'État doit constamment réagir pour fournir une aide immédiate et se concentrer sur la prévention des pires impacts des catastrophes. Il reste peu de ressources pour soutenir un travail coordonné plus stratégique à long terme, malgré les aspirations politiques visant à soutenir une approche intégrée. Il a été signalé que les déplacements ont également affecté la dynamique de leadership au Soudan du Sud. Les déplacements ont des implications sur la participation des populations aux projets humanitaires et de développement ainsi que sur l'égalité des sexes dans l'accès aux services de soutien, qui pourraient être pertinents pour la riposte contre les inondations. Par exemple, le déplacement des zones tribales et claniques coutumières peut faire perdre à certaines populations des droits de leadership fondés sur la lignée, tandis que le mouvement vers des camps pour les PDI et les réfugiés a tendance à favoriser le leadership des jeunes et des femmes.⁵⁹ Bien que cela soit potentiellement considéré comme perturbateur pour les mécanismes de gouvernance traditionnels, cela peut également présenter des opportunités d'accroître l'expression et la capacité d'agir des groupes traditionnellement marginalisés.

L'industrie pétrolière connaît également de graves perturbations en raison des inondations. Les champs pétrolifères sont submergés sous les eaux de crue et cela interrompt leur production.⁶⁰ Cela affecte négativement l'une des principales sources de revenus pour le Soudan du Sud. Malgré les controverses et les tensions autour de l'industrie pétrolière, y compris son exacerbation des inégalités, de la corruption, des conflits et des risques environnementaux, l'activité économique de ce secteur fournit plus de 90 % des recettes nationales perçues par le gouvernement.⁶¹

Prévention des inondations et stratégies d'intervention

Les acteurs à différents niveaux ont pris des mesures pour prévenir les inondations et y faire face. Ces acteurs comprennent le gouvernement national du Soudan du Sud, souvent en collaboration avec des partenaires étrangers et nationaux, ainsi qu'au niveau local. L'intégration des initiatives par le biais d'un nexus HDP pourrait générer une meilleure résilience parmi les populations. Dans la pratique, cela implique d'associer les initiatives de prévention des inondations et les interventions humanitaires aux stratégies de développement à long terme, et de veiller à ce que les initiatives tiennent compte des conflits – voire même de contribuer à la consolidation de la paix si possible.

Cette section décrit les stratégies actuelles de prévention et de riposte en cas d'inondation, et examine la manière dont ces stratégies pourraient s'avérer plus efficaces grâce à une approche en nexus.

Paysage politique et juridique

Le ministère des Affaires humanitaires et de la Gestion des catastrophes (MHADM) a dirigé l'élaboration de la Politique nationale de gestion des risques et des catastrophes, approuvée en février 2022. La politique a créé un cadre institutionnel pour l'aide humanitaire et la gestion des risques de catastrophe, y compris « la promotion d'une culture de réduction des risques de catastrophe pour la résilience communautaire et le renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe à tous les niveaux ».⁶² Le MHADM a également élaboré une stratégie nationale quinquennale de gestion des risques de catastrophe pour 2017-2021, ainsi qu'un plan stratégique national de gestion des catastrophes pour 2018-2020, désigné en tant que mesure prioritaire pour « faire de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix à l'échelle communautaire une partie intégrante de la gestion des catastrophes ».⁶³ Un projet de loi national sur la gestion des risques de catastrophe est en cours d'élaboration, ce qui permettra de créer une base juridique pour renforcer le nouveau cadre de gestion des risques de catastrophe à l'échelle nationale.⁶⁴

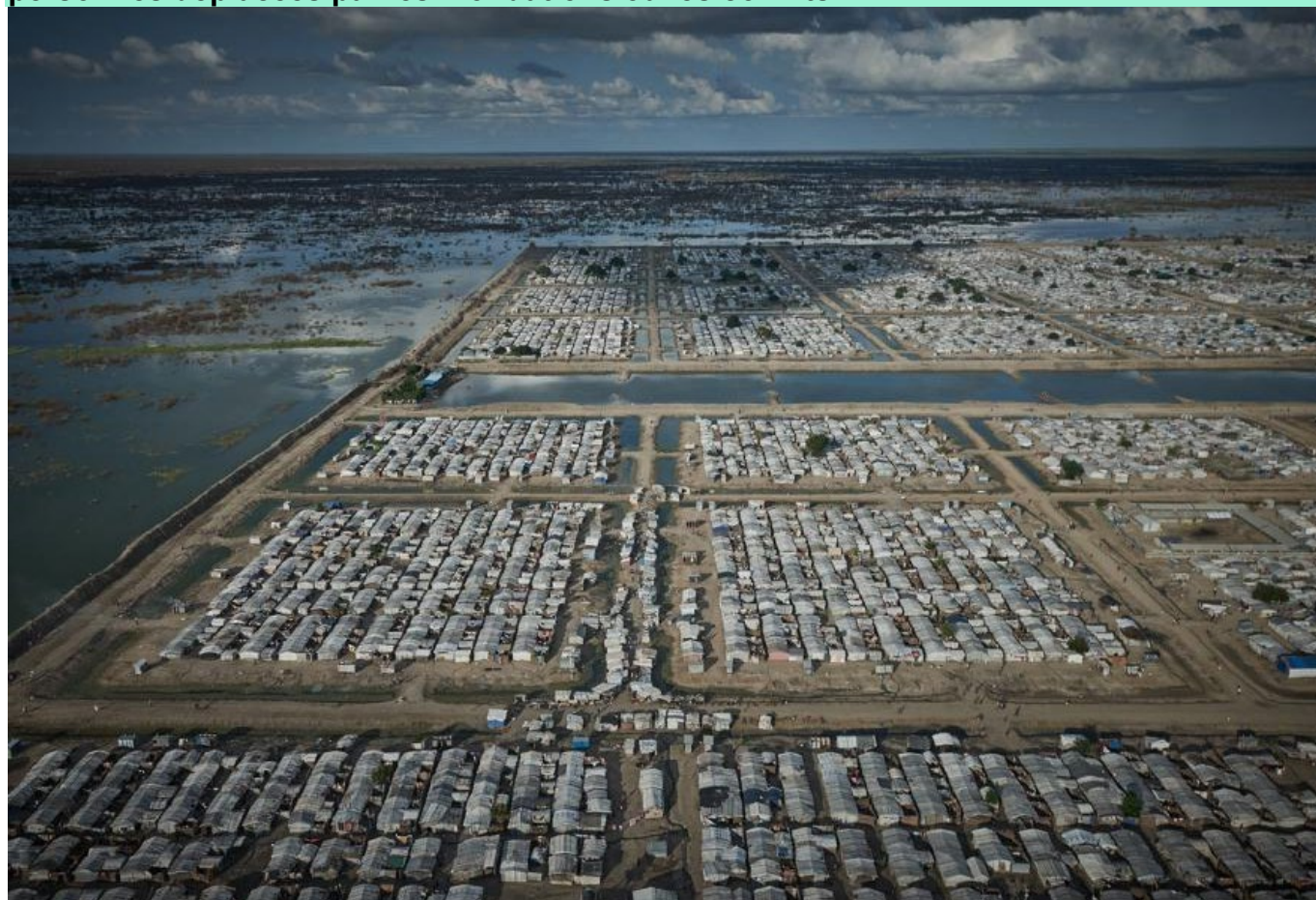
Bien que le paysage politique continue de se développer, les défis inhérents aux capacités et aux ressources institutionnelles limitées demeurent. Par conséquent, les réponses gouvernementales aux inondations en vertu de ces cadres ont été décrites comme « extrêmement réactives »,⁶⁵ malgré les aspirations à une planification plus stratégique. Il reste

également des défis à relever pour opérationnaliser les approches de gestion des risques de catastrophe conçues en fonction des besoins, des connaissances et des matériaux locaux.⁶⁶

Construction, réparation et maintien des digues

Les digues ont été l'un des principaux objectifs des gouvernements locaux, des organisations internationales et nationales et des communautés dans le cadre de l'atténuation des impacts des inondations et de la promotion de la résilience. Les digues en butte de terre sont couramment utilisées au Soudan du Sud.²³ Les projets les plus importants se sont concentrés sur la construction de digues pour protéger les villes de Bentiu, Rubkona et Leer dans l'État de l'Unité et sont présentés ci-dessous.⁶⁷ Les acteurs des Nations Unies ont accordé la priorité à ces zones de l'État de l'Unité (notamment à Bentiu) en raison de l'ampleur des inondations et du fait que la construction de digues à cette échelle soit particulièrement difficile (voir la Figure 2 pour un exemple). Bentiu est confrontée à des combats et des destructions urbaines, et la ville accueille également un important camp de PDI, principalement des Nuer, qui ont peu d'alternatives d'établissement au sein de l'État et sont extrêmement vulnérables aux attaques.

Figure 2. Les digues entourant le camp de PDI à Bentiu protègent plus de 100 000 personnes déplacées par les inondations ou les conflits



Source : © Christina Simons 2022 (photographe). Reproduit avec autorisation. Toute utilisation doit être approuvée par Christina Simons

Dans l'État de Jonglei, le projet de réhabilitation des digues s'est concentré sur la construction et la réparation de brèches sur le mur de digue de 93 km de long, qui s'étend du canal de Jonglei inachevé depuis Adwar, dans le comté de Bor South, jusqu'à Apiir, dans le comté de Twic Est.⁶⁸ Cette digue protège 190 000 personnes qui vivent le long de ce mur.⁶⁹ Les travaux sur cette digue ont constitué un projet de longue durée mais intermittent depuis le creusement du canal de Jonglei. Par exemple, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a pris en charge les travaux de construction après la signature de l'accord de paix Nord-Sud en 2005 dans le cadre d'une initiative visant à créer un environnement propice au

retour des personnes déplacées. Après une décennie sans entretien, les inondations survenues en 2019-2020 l'ont submergé. Les travaux réalisés en 2023 ont permis à 13 000 personnes déplacées par les inondations de rentrer chez elles.⁶⁹ Toutefois, en mars 2024, un interlocuteur consulté dans le cadre de la rédaction de cette note stratégique a indiqué que la digue devenait de nouveau submergée et que les inondations avaient radicalement transformé la région. Cette personne a affirmé que, dans une région qui était autrefois une forêt et une prairie pouvant accueillir du bétail, désormais « *les eaux de crue s'étendent à perte de vue. On pourrait croire que l'on est sur le lac Victoria... et que des vagues érodent les digues* ». Les partenaires de développement envisagent maintenant de déplacer des parties de ce mur à 10 kilomètres à l'est.

D'autres petits projets se sont concentrés sur les chemins de digues pour maintenir la connexion entre les villages, y compris dans le comté de Gogrial Ouest, dans l'État de Warab.⁷⁰ Certaines populations ont bénéficié d'un soutien pour réparer elles-mêmes les digues, notamment dans les villes considérées comme des « pôles de stabilité », telles que Bor, dans l'État de Jonglei.⁷¹ En raison des contraintes liées au financement, les populations de la plupart des autres régions du pays, y compris le village submergé de Fangak, dans l'État de Jonglei, n'ont pas bénéficié de soutien financier et ont été contraintes de construire de petites digues et de dégager l'eau elles-mêmes, le plus souvent en vain.⁷²

Action « anticipée » : Un point de départ pour une réponse intégrée

À Bentiu, en 2022, les acteurs humanitaires dirigés par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des (UNOCHA) ont piloté une approche basée sur les principes d'« action anticipée » utilisés dans la riposte aux catastrophes climatiques à l'échelle mondiale.²⁷ Anticipant une autre année d'inondations catastrophiques, le pilote a mobilisé un solide programme de construction de digues ainsi que des services multisectoriels ciblant 100 000 PDI basées dans des camps et 19 000 autres personnes déplacées par les inondations dans des établissements informels situés à proximité. Parmi les éléments novateurs de l'approche utilisée :

- **Combiner les allocations** du Fonds central d'intervention d'urgence et du Fonds humanitaires pour le Soudan du Sud et les débloquer six mois plus tôt dans l'année pour « faire avancer la riposte ».
- **Créer un groupe de travail spécial de haut niveau** pour opérer à Bentiu afin d'accélérer la prise de décision entre les organismes et les niveaux de gouvernement, et d'influencer l'approche des acteurs les plus habitués aux interventions d'urgence réactives.
- **Adopter un outil public de « suivi des résultats » pour accroître la transparence** et la surveillance interorganisations.

Selon des observateurs, le projet pilote a été un immense succès.^{27,73} Le camp accueillant des PDI à Bentiu n'a connu que des inondations limitées, même s'il s'est retrouvé en dessous du niveau de l'eau à certains endroits, ce qui a éliminé le besoin d'évacuation et de relocalisation. La construction d'une digue entre Bentiu et Mayom a contribué à accroître le volume d'approvisionnement du camp et aurait coûté quatre fois moins cher que le transport aérien.⁷³ Néanmoins, les défenses sont périlleuses – les ingénieurs de l'ONU estiment qu'une seule défaillance de la digue entourant Bentiu pourrait inonder le camp en trois heures.⁴⁷

Le projet pilote a stimulé l'intérêt pour des investissements de plus grande envergure dans les infrastructures, comme par exemple la construction de maisons surélevées et de routes pavées, afin de combler l'écart humanitaire-développement de longue date. Dans une évaluation du projet pilote, un cadre supérieur de l'UNOCHA a évoqué la nécessité d'une action soutenue :

« ... si l'on ne dispose pas d'un véritable programme d'adaptation au changement climatique, dans le cadre duquel on examine réellement les infrastructures, les routes, les digues et les zones à protéger à plus long terme, comme le renforcement des systèmes d'approvisionnement en eau, on continuera de subir des conséquences humanitaires massives... Notre action est censée être limitée dans le temps, mais ici [au Soudan du Sud] c'est la seule action entreprise. »²⁷

Les observateurs ont été plus sceptiques quant à l'impact du projet pilote sur la dimension humanitaire-paix du nexus, dans la mesure où la prise de décision était loin d'être localisée.²⁷ En outre, une riposte de ce type à l'échelle régionale s'avérerait difficile, compte tenu de l'affaiblissement du leadership des États et des comtés par plusieurs années de conflit, ainsi que du pouvoir et de la capacité limités des institutions gouvernementales concernant les interventions humanitaires.

Rétablir la confiance par le biais d'initiatives de riposte contre les inondations

D'autres projets de construction de digues de grande envergure ont permis aux partenaires du développement en matière de gouvernance et de responsabilité de lutter contre les inondations dans le cadre d'une initiative à long terme visant à bâtir les collectivités et la nation.

On peut citer comme exemple un projet financé par la Banque mondiale. En avril 2022, la Banque mondiale a réaffecté des fonds destinés à des initiatives de gouvernance locale au sein de l'État de l'Unité pour soutenir la réhabilitation de digues dans les villes de Leer et de Rubkona.⁷⁴ Il avait été reconnu que la confiance dans les initiatives de riposte contre les inondations devait être rétablie après que plusieurs organismes d'exécution n'aient omis de donner suite à des projets de plus petite envergure. Le projet a utilisé de bonnes pratiques de gouvernance et visait à répondre aux préoccupations environnementales à long terme, en s'appuyant sur les cadres environnementaux contenus dans la Constitution de la transition de 2011 et la législation nationale. Les risques environnementaux et sociaux inhérents au projet ont été analysés et atténués à chaque étape grâce à une approche de « reconstruire en mieux ». Cette approche a impliqué de mobiliser les capacités techniques locales et la volonté politique de budgétiser les infrastructures de gestion des risques de catastrophe au niveau du comté. Le projet a également examiné les bonnes pratiques de travail, les pratiques non discriminatoires, ainsi qu'un mécanisme de traitement des revendications locales, y compris concernant la violence sexiste potentielle associée à un afflux de travailleurs. La politique de la Banque mondiale stipule que les projets qu'elle finance ne doivent pas nuire aux relations interétatiques. Compte tenu que les digues sont situées dans le bassin versant du Nil blanc, qui est une voie navigable internationale, les pays voisins ont été avisés.

Réhabilitation des digues au niveau local

La réhabilitation des digues comporte plusieurs activités, y compris l'identification et la réparation des brèches ou des écarts, l'élargissement de la base et de la hauteur d'une digue pour résister à des niveaux d'eau plus élevés, et la construction de digues secondaires en cas de brèche au niveau des digues primaires. Bien que la construction de nouvelles digues nécessite généralement des équipements lourds, la plupart des autres travaux impliquent un travail manuel par de petits groupes de personnes. Des pompes à eau sont également susceptibles d'être utilisées pour dégager les eaux de crue environnantes après la mise en place des digues, et des systèmes de drainage peuvent s'avérer utiles à cet égard.⁷¹

Pour organiser les travaux au niveau local, les partenaires peuvent organiser des consultations communautaires ainsi que la formation de comités de gestion des catastrophes de Boma, qui comprennent 12 à 15 femmes, jeunes et personnes âgées, dans les quartiers concernés.^{66,67} D'autres membres de la communauté peuvent être formés à la gestion des risques de catastrophe et à la réhabilitation des digues, avec des personnes participant à la construction rémunérées en espèces ou en nourriture.⁷⁰ Les comités sont également susceptibles de gérer l'accès aux digues pour les pêcheurs et les femmes ayant des jardins potagers sur les rives du fleuve, tout en décourageant les éleveurs de couper dans les digues pour accéder à l'eau destinée au bétail.⁷⁴ Ces activités s'appuient sur les pratiques de construction de digues populaires existantes au Soudan du Sud et répondent aux demandes formulées par la communauté d'un renforcement de l'aide à la construction de digues dans la perspective des inondations catastrophiques survenues récemment.²³

Gestion des cours d'eau

D'autres approches de prévention des inondations impliquent des interventions directes sur le débit fluvial, telles que la construction de barrages ou le dragage. De manière générale, parmi les Sud-Soudanais, les digues et les barrages sont plus populaires que les canaux ou le dragage, car les digues et les barrages contiennent de l'eau, qui pourrait s'avérer nécessaire en période de sécheresse. En théorie, l'excès d'eau pourrait être dévié vers des régions pauvres en eau du pays pour l'irrigation et à d'autres fins.

Barrages : une option complexe sur le plan technique au Soudan du Sud

Dans les années 1950, les Britanniques ont proposé quatre barrages pour contenir l'excès d'eau en Ouganda et au Sud-Soudan (aujourd'hui le Soudan du Sud) dans le cadre du Projet du Nil équatorial.⁷⁵ Un seul barrage sur le lac Victoria a été achevé et la guerre civile a empêché les projets d'avancer au Soudan du Sud. Un regain d'intérêt de la part du ministère soudanais de l'Irrigation et de l'Hydroélectricité et des partenaires du développement dans l'entre-deux-guerres (1972-1984) a par la suite examiné plusieurs sites dans les états d'Équatoria.⁷⁶ Pendant la seconde guerre civile (1984-2005), le chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), John Garang, a de nouveau commencé à évoquer les barrages après avoir pris le contrôle de l'un des sites proposés à Nimule. Il a installé d'importantes casernes et a encouragé la migration des Dinka vers cette région d'Équatoria-Oriental pour éviter que la ville ne tombe aux mains du gouvernement. Un plan à long terme prévoyait que l'APLS contrôlerait le développement hydroélectrique futur dans la région. Selon un interlocuteur consulté dans le cadre de cette note stratégique, la collaboration avec l'Ouganda pour construire un barrage sur le lac Albert est également une option populaire au Soudan du Sud. Néanmoins, le bassin du Nil blanc au Soudan du Sud a toujours été considéré comme le territoire le plus difficile sur le plan technique pour construire des barrages, et le Soudan du Sud reste le seul pays le long du fleuve qui ne dispose pas de barrage. Toutes ces solutions de gestion des cours d'eau requièrent des études de faisabilité ainsi que des évaluations des impacts environnementaux et sociaux.

Dragage : Politiquement controversé

La construction de nouveaux canaux et le dragage de canaux et de cours d'eau existants sont toujours controversés. En 2022, le gouvernement de l'État de l'Unité et certains fonctionnaires du gouvernement national ont soutenu une proposition, avec l'appui du gouvernement égyptien, de draguer la rivière Naam pour augmenter sa navigabilité et atténuer les inondations.⁷⁷ Parmi les opposants, on pouvait trouver les populations Dinka dans la région de Bahr El Ghazal, qui craignaient que l'intervention n'assèche le bassin du fleuve et ne prive d'eau les populations, le bétail et la faune. De plus, les défenseurs de l'environnement n'étaient pas convaincus que le dragage permettrait de contrôler une inondation de cette ampleur. Lorsque le président du Soudan du Sud a suspendu le projet dans l'attente d'un audit environnemental en 2022, plusieurs centaines de personnes à Bentiu sont descendues sur la rive en signe de protestation et ont utilisé des outils manuels pour commencer à enlever la végétation.⁷⁸ Le dragage a finalement eu lieu sans audit en 2023, ce qui a conduit à un débat animé et conforme sur le plan ethnique entre des personnalités publiques d'origine nuer et dinka. Cette controverse témoigne de la sensibilité politique liée aux inondations et aux ripostes contre les inondations, qui reflètent la politique locale, nationale, voire même internationale.

Les projets de réhabilitation des digues ont soigneusement évité l'utilisation du terme « dragage ». Bien que la terre soit techniquement draguée depuis les rives jusqu'aux substrats des sols avec une forte teneur en argile nécessaire à la construction des digues, cela est désigné sous le terme « bancs d'emprunt ». Les exécutants sont guidés pour « restaurer » ces sites en plantant des arbres et de l'herbe pour permettre la régénération écologique.⁷⁴ Cette approche plus modérée et moins controversée présente de nombreux avantages : elle est moins perturbatrice en termes d'acceptabilité politique, elle a un impact positif sur la

biodiversité, elle favorise l'accès des populations aux ressources naturelles et elle aide les populations à s'engager dans des pratiques culturelles. Cette approche évite également la nécessité d'évaluations d'impact interminables, notamment pendant les périodes de crise humanitaire.

Préparation, évaluation et intervention humanitaire

Bien que la saison des inondations puisse offrir des opportunités de pêche et de collecte d'aliments sauvages, les crues soudaines inattendues peuvent avoir de lourdes conséquences sur l'agriculture et l'élevage. Dans la mesure où 85 % des Sud-Soudanais dépendent de l'agriculture et de l'élevage, cela engendre souvent à des crises alimentaires à court et moyen terme.²³ C'est la raison pour laquelle le gouvernement du Soudan du Sud s'est tout particulièrement concentré sur la fourniture d'une aide alimentaire humanitaire immédiate,⁷⁹ généralement par l'intermédiaire d'un partenariat entre le PAM et la Commission soudanaise de secours et de réhabilitation, entre autres.

Il est de plus en plus largement admis que les inondations sont désormais raisonnablement prévisibles. Les acteurs au sein du système de clusters humanitaires établi par l'ONU (conçu pour structurer les acteurs humanitaires parmi des secteurs clés, tels que l'eau, la santé et la sécurité alimentaire) insistent de plus en plus sur la préparation aux inondations. Ces mesures comprennent l'identification des zones sensibles précédemment touchées afin d'anticiper les besoins futurs ainsi que l'utilisation de données climatologiques et satellite et de cartes pour prévoir l'étendue des inondations ;^{26,80} par exemple :

- **Le cluster WASH** utilise des prévisions pour pré-positionner le matériel et l'expertise appropriés, en fonction des contextes et des scénarios anticipés.^{81,82} Les scénarios sont généralement classés sous les catégories suivantes : PDI ou régions touchées par le conflit, situations de déplacement, sites ayant un accès limité aux installations WASH et/ou sites vulnérables aux maladies. L'analyse de la sensibilité aux conflits permet également d'éclairer les activités visant à minimiser les impacts négatifs potentiels sur la paix.
- **Le cluster santé** utilise des cartes des inondations ainsi que des rapports des partenaires sur l'état des établissements de santé dans les zones touchées par les inondations afin de mobiliser des ressources par l'intermédiaire des partenaires. Cela pourrait comprendre des activités de cliniques mobiles et/ou l'acheminement préalable de médicaments. Néanmoins, les infrastructures routières peu développées, qui se détériorent considérablement pendant la saison des pluies, contribuent à limiter la capacité. Les mesures d'anticipation comprennent le déplacement des équipes par bateau, le pré-positionnement des bateaux et la formation de secouristes locaux, y compris des accoucheuses traditionnelles pour accompagner les femmes enceintes.⁸³ Dans le camp accueillant des PDI à Bentiu, un investissement précoce dans l'infrastructure WASH et une campagne de vaccination contre le choléra auraient évité un état d'urgence sanitaire.⁷³

Après des inondations, les acteurs humanitaires peuvent réaliser des processus interorganisations d'évaluations rapides des besoins (MIRA) afin d'examiner les besoins humanitaires à court et à moyen terme. Les MIRA sont coordonnées par le système de cluster au niveau des États avec le soutien des bureaux locaux de la Commission de secours et de réhabilitation. Les MIRA rassemblent généralement entre 10 et 20 partenaires d'exécution locaux pour évaluer les besoins des populations et formuler des recommandations en matière d'alimentation, de moyens de subsistance, de protection, d'abri, de santé, de nutrition, d'éducation et d'autres domaines.

De manière générale, les MIRA n'examinent pas la vulnérabilité environnementale ou la préparation aux inondations à long terme, mais les évaluateurs semblent de plus en plus conscients de la nécessité d'une planification d'un modèle de développement. Par exemple, en septembre 2023, 3 200 ménages établis le long des rives du comté de Mundri West dans l'État d'Équatoria-Occidental ont vu leurs maisons détruites, leurs cultures submergées et leurs

réserves alimentaires emportés. Les acteurs humanitaires ont collectivement recommandé leur relocalisation permanente.⁴⁸ Ce même mois, les acteurs humanitaires ont appelé les populations fuyant le Soudan à ne pas s'arrêter à un important point d'accueil situé dans la ville de Renk, dans l'État du Nil Supérieur, mais de poursuivre leur route jusqu'aux camps ou villages accueillant des PDI où ils pourraient être mieux soutenu par des services humanitaires ou intégrés à la vie rurale.^{49,84,85}

La méthodologie utilisée dans le cadre des MIRA est rapide et flexible. Comme elle peut inclure la collaboration avec des dirigeants communautaires et des membres de la communauté, elle permet de discuter des impacts multidimensionnels inhérents aux inondations et de leur interaction avec les crises qui se chevauchent. Par exemple, une MIRA visant à évaluer l'insécurité alimentaire a été réalisée en janvier 2023 dans le comté de Panyijiar, dans l'État de l'Unité.⁵⁷ Cette MIRA a permis d'analyser l'insécurité alimentaire aiguë qui touche 36 000 personnes en termes de destruction des cultures et du bétail après quatre années d'inondations. L'évaluation a également fait état de l'inflation, de vols de bétail et de retards dans la distribution alimentaire.

Les MIRA qui adoptent des méthodes d'enquête auprès des ménages ont permis une analyse plus détaillée des répercussions des crises et peuvent éclairer les solutions potentielles qui tiennent compte des considérations liées au nexus. À titre d'exemple, la MIRA réalisée à Panyijiar a sondé 333 ménages. Parmi les 107 ménages (32 %) ayant déclaré qu'un membre de leur famille avait été victime de violence au cours des trois mois précédents, 46 (43 %) ont affirmé qu'il s'agissait d'une lutte pour les ressources. Sur la base des résultats de l'enquête, les acteurs humanitaires ont recommandé une approche pluridimensionnelle, notamment la participation des communautés dans la construction et la réhabilitation de digues pour renforcer les moyens de subsistance et atténuer les impacts des inondations. En outre, les acteurs de la consolidation de la paix ont été invités à intensifier les initiatives de surveillance et d'atténuation des conflits des groupes d'action communautaire locaux. L'objectif de cette intensification était de favoriser les activités de cohésion sociale ainsi que les messages de paix positifs dans les zones sensibles, et de partager des informations avec les acteurs qui œuvrent dans d'autres domaines que la protection, tels que la santé, les programmes WASH, la sécurité alimentaire ou les moyens de subsistance.

Toutefois, lorsqu'elles se limitent à des données qualitatives générales sur les besoins en matière de santé et les répercussions sur les services, la plupart de ces MIRA de base n'apportent pas beaucoup de nouvelles informations exploitables. Étant donné que la plupart des MIRA manquent de détails quant aux méthodes de recherche utilisées, il est difficile de comparer les résultats entre les sites. Il y a également peu de nouveaux financements flexibles disponibles, ce qui rend difficile une action durable sur leurs recommandations.

Réactions locales à la riposte contre les inondations et à leur atténuation

Les recherches ont été insuffisantes au Soudan du Sud concernant la manière dont les ripostes verticales contre les inondations se sont déroulées et ont été perçues au niveau local, ou concernant la manière dont elles sont susceptibles d'être liées aux conflits et à la paix. Les agents humanitaires consultés dans le cadre de cette note stratégique ont suggéré que les personnes qui bénéficient directement de l'assistance dans le cadre de la riposte contre les inondations appréciaient cette aide, mais qu'elles souhaitaient une action plus rapide. À l'inverse, les personnes qui ne reçoivent pas d'aide sont susceptibles de considérer la riposte comme étant de nature politique, ce qui engendre le mécontentement et, par conséquent, le risque que les ripostes n'attisent les tensions. Ce point de vue est renforcé par une étude récemment menée sur les perceptions communautaires des impacts inhérents au climat, aux conflits et aux opérations humanitaires au niveau du corridor Mangala-Bor.⁸⁶ Cette région a été confrontée à de nombreuses situations de fortes inondations, qui ont contribué à ce qu'un nombre plus important de personnes se rendent dans des camps accueillant des PDI. Les participants ont constaté que « des interventions inadéquates et mal ciblées menées par des

acteurs humanitaires » avaient contribué à attiser les tensions entre les PDI et les communautés d'accueil, tandis que l'offre d'une aide limitée et à court terme était insuffisante pour répondre aux besoins, ce qui exacerbait davantage les tensions.⁸⁶

Les populations touchées par les inondations qui participent aux travaux de réparation des digues ont parfois tenu des discours sur la protection des territoires qui font écho à des conflits et des litiges fonciers plus larges. Par exemple, s'adressant à un journaliste à Bor, un jeune homme a déclaré « *nous devons protéger notre territoire – c'est notre territoire et l'eau est hors de notre contrôle* ». ⁸⁷

Renforcer la résilience aux inondations par le biais du triple nexus au Soudan du Sud : défis et opportunités

Bien que l'intérêt suscité par le triple nexus au Soudan du Sud se soit considérablement développé au cours des dernières années, il existe peu de preuves de sa mise en œuvre, et encore moins de ce qui contribue à une action intégrée réussie. Cette section présente des défis et des opportunités pour renforcer la résilience face aux inondations tout en favorisant la paix et le développement durables au Soudan du Sud. Ensemble, ils peuvent contribuer à, et promouvoir, une boucle de rétroaction vertueuse pour la paix et l'amélioration de la qualité de vie et des opportunités.

Défis

- **Un financement suffisant n'a pas été disponible pour répondre aux besoins urgents des personnes touchées par les inondations en matière de nourriture et de services de base, et encore moins pour la mise en œuvre de programmes humanitaires flexibles, à plus long terme et plus globaux pour promouvoir la résilience.** Malgré la promotion discursive de l'approche du triple nexus, des réductions du financement des donateurs a été constaté depuis la crise économique mondiale de 2022. Cette réduction du financement a entravé les changements durables et transformationnels nécessaires,¹² y compris les stratégies de prévention et de riposte contre les inondations. En particulier, le financement limité des investissements à grande échelle dans les infrastructures est aggravé par la perception généralisée de la corruption gouvernementale, ce qui rend difficile pour le Soudan du Sud d'obtenir des investissements dans l'adaptation au changement climatique et d'autres projets de développement.⁴⁷ Des investissements à court, moyen et long terme sont nécessaires pour :
 - aider les populations à replanter, reconstituer les troupeaux et soutenir les moyens de subsistance ;
 - reconstruire les infrastructures de base, comme par exemple les routes, les ponts, les écoles et les établissements de santé ;
 - soutenir la réinstallation des personnes touchées par les conflits et les catastrophes ; et
 - entretenir les digues et assurer la gestion des cours d'eau.
- **Au Soudan du Sud, il existe peu de mécanismes efficaces pour réunir de manière durable les parties prenantes issues du triple nexus.** Les évaluations rapides des besoins, telles que les MIRA, peuvent réunir avec succès des représentants du gouvernement, des acteurs humanitaires et des membres de la communauté pour discuter des impacts des inondations et d'autres crises d'un point de vue multisectoriel. Toutefois, ces réunions ont tendance à avoir lieu sur de courtes périodes d'aide humanitaire afin de répondre aux besoins urgents. Il n'existe pas de mécanismes multisectoriels similaires pour promouvoir une résilience plus globale à moyen et long terme.

- **L'instabilité au Soudan, situé à proximité, risque de mettre encore davantage à rude épreuve les ressources et les capacités de gouvernance pour répondre aux inondations** dans la mesure où le Soudan du Sud accueille les réfugiés du Nord. Cela pourrait également contribuer à des conflits localisés et à une mise à l'épreuve des initiatives de paix.

Opportunités

- **La société civile au niveau national et infranational au Soudan du Sud est extrêmement favorable à l'approche du triple nexus**, contrairement à d'autres contextes où l'on a fait preuve de scepticisme quant à savoir à qui cela profitait.¹² Les représentants de la société civile au Soudan du Sud sont particulièrement enthousiastes concernant l'élément de paix du nexus et, par conséquent, sont susceptibles de jouer un rôle clé dans la promotion de la préparation et de la riposte contre les inondations, car elles sont importantes pour la paix.¹²
- **Les chefs coutumiers et les chefs religieux ont une portée étendue et une légitimité aux yeux des populations** en raison de la perception de leur faible degré de corruption (inférieur à celui du gouvernement), et en tant que facilitateurs d'un dialogue ouvert sur la vie sociale à différents niveaux.¹² Ce positionnement puissant peut être davantage exploité pour soutenir l'action autour des inondations, avec ses liens multiples avec la consolidation de la paix,⁸⁸ ainsi que les priorités humanitaires et de développement.⁸⁹
- **Les dialogues de paix locaux et les programmes d'atténuation des inondations qui ciblent les jeunes** – qui sont souvent mobilisés dans les conflits – constituent une opportunité de renforcer les moyens de subsistance et le bien-être des jeunes, et de favoriser la paix intercommunale. L'amélioration des services de base et des investissements à long terme à l'échelle locale sont également susceptibles d'offrir une stabilité et des opportunités pour les jeunes et de promouvoir la paix.
- **Les approches globales en matière de consolidation de la paix, d'humanitarisme et de développement sont déjà intégrées dans les méthodes de travail locales** de nombreuses ONG, communautés religieuses et autres représentants de la société civile au Soudan du Sud.^{12,89} Il existe une opportunité significative pour les donateurs et les acteurs internationaux d'apprendre des acteurs locaux comment opérationnaliser le nexus, ainsi que de leur fournir les ressources nécessaires pour diriger le travail réalisé sur le nexus.
- **Les MIRA représentent une opportunité potentielle de faciliter une discussion plus approfondie avec les autorités locales, ainsi que l'action menée, au niveau du comté, du boma et du payam concernant les problèmes à long terme associés aux inondations, y compris sur l'évolution des modèles d'exploitation des terres et le maintien de la paix.** L'organisation de MIRA et la mise en œuvre de leurs recommandations nécessiteront des relations plus étroites entre les acteurs du secteur humanitaire et les autorités locales tandis que les partenaires d'exécution mèneront le processus MIRA.
- **En juillet 2024, le financement du secteur de la santé passera à un régime national de fonds communs dirigé par la Banque mondiale.** Ce changement a marqué le début d'une série d'exercices de priorisation pour l'aide aux équipements et aux services. Ces processus de planification constituent l'occasion d'examiner la manière dont les activités de prévention des inondations et de développement des infrastructures pourraient influencer la fourniture de services, les stratégies migratoires et de réinstallation, si les acteurs pertinents dans ces domaines pouvaient se rencontrer.

Ressources clés

1. [Carte interactive du Centre satellitaire des Nations Unies \(UNOSAT\)](#), mise à jour régulièrement pour montrer les étendues d'eau détectées par satellite au-dessus du Soudan du Sud.
2. [Vidéos de l'International Crisis Group et cartes aériennes des régions inondées du Nil.](#)
3. [Portail dédié aux inondations catastrophiques de ReliefWeb Response](#), qui contient des liens vers les rapports MIRA à mesure qu'ils sont rédigés.
4. [Évaluation nationale des inondations au Soudan du Sud](#), réalisée par la Commission de secours et de réhabilitation et L.N. Moro (novembre 2022).
5. [Évaluation de l'impact environnemental du projet de réhabilitation des digues des comtés de Bor, Soudan du Sud](#), R. Hassan et al. (2006).
6. [Étude de la portée de l'Initiative de lutte contre les inondations de Bor](#), Mott MacDonald (2019).
7. [Plan de gestion environnementale et sociale pour la lutte contre les inondations à l'aide de digues dans les comtés de Rubkona et de Leer, État de l'Unité, Soudan du Sud](#), M. Marabire (2022).
8. [Étude du projet de lutte contre les inondations et d'action préventive de l'UN-OCHA dans l'État de l'Unité, Easton-Calabria \(2023\).](#)
9. [Principales conclusions de l'étude menée par BRACED sur le renforcement de la résilience au changement climatique dans des contextes précaires au Soudan du Sud \(2018\).](#)

Références

1. Echendu, A. J. (2022). Flooding in Nigeria and Ghana: Opportunities for partnerships in disaster-risk reduction. *Sustainability: Science, Practice and Policy*, 18(1), 1–15. <https://doi.org/10.1080/15487733.2021.2004742>
2. Tiitmamer, N. (2019). *South Sudan's devastating floods: Why they happen and why they need a coherent national policy* (Weekly Review). Sudd Institute. https://www.suddinstitute.org/assets/Publications/5df0aae65dca2_SouthSudansDevastatingFloodsWhyTheyHappen_Full.pdf
3. Parker, B. (2019, October 22). *Indian Ocean Dipole spells flood danger for East Africa*. The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/10/22/Indian-Ocean-Dipole-flood-danger-East-Africa>
4. Haysom, N. (2023, September 15). *Statement by Nicholas Haysom, Special Representative of the UN Secretary-General and Head of UNMISS, to the Security Council*. United Nations Security Council, UN Headquarters, New York City. <https://unmiss.unmissions.org/statement-nicholas-haysom-special-representative-un-secretary-general-and-head-unmiss-security-0>
5. Atashbar, T. (2023). *How nations become fragile: An AI-augmented bird's-eye view (with a case study of South Sudan)* (Working Paper WP/23/167). International Monetary Fund (IMF). <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/08/11/How-Nations-Become-Fragile-An-AI-Augmented-Birds-Eye-View-with-a-Case-Study-of-South-Sudan-537693>
6. World Health Organization. Regional Office for Africa. (2023). *Weekly Bulletin on Outbreak and other Emergencies: Week 22: 22 - 28 May 2023*. World Health Organization. Regional Office for Africa. <https://iris.who.int/handle/10665/368482>
7. Hövelmann, S. (2020). *Triple Nexus to go: Humanitarian topics explained*. Centre for Humanitarian Action. <https://www.chaberlin.org/wp-content/uploads/2020/03/2020-03-triple-nexus-to-go-hoevelmann-en-online.pdf>
8. UN OCHA. (2021). Operationalizing the nexus through basic social services and durable solutions. In *Global Humanitarian Overview 2022*. <https://doi.org/10.18356/9789210012423c035>
9. Inter-Agency Standing Committee (IASC). (2020). *Issue paper: Exploring peace within the Humanitarian-Development-Peace Nexus (HDPN)*. <https://interagencystandingcommittee.org/humanitarian-development-collaboration/issue-paper-exploring-peace-within-humanitarian-development-peace-nexus-hdpn>
10. Rob Grace (Director). (2022, May 16). *Exploring the 'triple nexus' in protracted conflict settings*. <https://www.youtube.com/watch?v=h8Qlj6k8OfI>
11. O'Brien, M. (2020, August 13). The challenges for the triple nexus approach to humanitarian assistance: A case study analysis. *R&E Search for Evidence: An FHI 360 Blog*. <https://researchforevidence.fhi360.org/challenges-for-the-triple-nexus-approach-to-humanitarian-assistance-case-study-analysis>
12. Quack, M., & Südhoff, R. (2020). *Triple Nexus in South Sudan: Learning from local opportunities*. Centre for Humanitarian Action (CHA). <https://www.chaberlin.org/en/publications/triple-nexus-in-south-sudan/>
13. Intergovernmental Authority on Development. (2018, September 12). *Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS)*. <https://www.peaceagreements.org/viewmasterdocument/2112>
14. Lopula, E. (2023, June 9). Malakal violence leaves scores dead. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://oncitizendaily.com/index.php/2023/06/09/malakal-violence-leaves-scores-dead/>
15. United Nations Security Council. (2022). *Situation in South Sudan: Report of the Secretary-General* (Security Council Report S/2022/918). <https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/N2272929.pdf>
16. World Food Programme (WFP). (2022). *South Sudan country strategic plan (2023–2025)* (Executive Board; Second Regular Session; Rome, 14–17 November 2022; Agenda Item 7 WFP/EB.2/2022/7-A/11). https://executiveboard.wfp.org/document_download/WFP-0000142938?_ga=2.71842323.1616302420.1708898870-1012554545.1707780494
17. International Committee of the Red Cross (ICRC). (2023). *South Sudan: Facts & figures January - December 2022* (Africa/South Sudan). ICRC Delegation. <https://www.icrc.org/en/document/south-sudan-facts-figures-january-december-2022>
18. Vallet, M. E., Frankenberger, T. R., Presnall, C., Otieno, L., Fu, C., & Lee, E. (2021). Where are the development actors in protracted crises? Refugee livelihood and food security outcomes in South Sudan demonstrate the potential for fragile settings. *World Development Perspectives*, 24, 100366. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2021.100366>
19. UNESCO World Heritage Centre. (2017, October 4). *Sudd wetland*. <https://whc.unesco.org/en/tentativelists/6276/>
20. International Crisis Group (ICG). (2022, October 27). *Floods, displacement and violence in South Sudan*. <https://southsudan.crisisgroup.org>
21. Moro, L. N. (2011). 3 Local relations of oil development in Southern Sudan: Displacement, environmental impact & resettlement. In D. Large & L. A. Patey (Eds.), *Sudan Looks East: China, India and the Politics of Asian Alternatives* (pp. 70–86). Boydell and Brewer. <https://doi.org/10.1515/9781782040095-007>
22. Moro, L. N. (2013). Still waiting for the bonanza: The oil business in South Sudan after 2005. *SAIIA Occasional Paper*, 156. <https://saiia.org.za/research/still-waiting-for-the-bonanza-the-oil-business-in-south-sudan-after-2005/>
23. BRACED. (2018). *Building climate resilience in fragile contexts: Key findings of BRACED research in South Sudan*. https://admin.concern.net/sites/default/files/media/migrated/building_climate_resilience_in_fragile_contexts-key_findings_of_braced_research_in_south_sudan.pdf
24. Netherlands Ministry of Foreign Affairs. (2022, March 22). *Flooding in South Sudan: 'Simply building dikes is not the solution'* [News item]. <https://www.government.nl/latest/news/2022/03/22/flooding-in-south-sudan-simply-building-dikes-is-not-the-solution>
25. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). (2022). *South Sudan: Flooding Snapshot No. 2*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-flooding-snapshot-no-2-11-october-2022>
26. United Nations Satellite Centre (UNOSAT). (2023, August 17). *Satellite detected water extents between 11 and 15 August 2023 over South Sudan*. <https://unosat.org/products/3659>

27. Easton-Calabria, E. (2023). *Acting in advance of flooding: Early action in South Sudan* [Briefing paper]. Feinstein International Center. <https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/05.10.23-ActingInAdvanceFinal.pdf>
28. Moro, L. N. (2023). *Flood assessment in South Sudan: November 2022*. Relief and Rehabilitation Commission (RRC). <https://www.socialscienceinaction.org/resources/flood-assessment-in-south-sudan-november-2022/>
29. Chuei, T. J. (2022, November 19). Gov't needs to mitigate climate change. *Number One Citizen Daily Newspaper*.
30. United Nations Mission in South Sudan Human Rights Division (UNMISS HRD). (2023). *Brief on violence affecting civilians (January-March 2023)*. https://unmiss.unmissions.org/sites/default/files/230616_q1_2023_brief_on_violence_affecting_civilians.pdf
31. Hutchinson, S. E., & Pendle, N. R. (2015). Violence, legitimacy, and prophecy: Nuer struggles with uncertainty in South Sudan. *American Ethnologist*, 42(3), 415–430. <https://doi.org/10.1111/amet.12138>
32. Young, H., & Ismail, M. A. (2019). Complexity, continuity and change: Livelihood resilience in the Darfur region of Sudan. *Disasters*, 43(S3), S318–S344. <https://doi.org/10.1111/disa.12337>
33. Jildo, A. (2022, November 19). Lokiliri community buries 8 slayed, questions government's response. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2022/11/19/lokiliri-community-buries-8-slayed-questions-governments-response/>
34. Garang, W. M. (2022, December 22). MP wants kids abducted by cattle herders returned. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2022/12/22/mp-wants-kids-abducted-by-cattle-herders-returned/>
35. Garang, W. M. (2023, February 8). Investigate, punish perpetrators of the Kajo-Keji violence. *Number One Citizen Daily Newspaper*, 1.
36. Takpiny, B. (2023, February 8). Troika says concerned over killing of 27 people in Kajo keji County. *The Dawn*, 5.
37. Yiep, J. (2023, February 6). RJMEC condemns Kajo-Keji killings, call for probe. *The City Review*, 6.
38. Bida, E. D. (2023, February 7). Bishops demand eviction of herders & justice against killers. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2023/02/07/bishops-demand-eviction-of-herders-justice-against-killers/>
39. Kole, G. F. (2023, June 7). CES considers regulating cattle rearing. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2023/06/07/ces-considers-regulating-cattle-rearing/>
40. Makuach, M. (2023, February 2). Bor-bound cattle leave CES, says commissOfficial. *The City Review*. <https://cityreviewss.com/bor-bound-cattle-leave-ces-says-commissOfficial/>
41. Yiep, J. (2023, June 9). Returnees fleeing Sudanese war accuse soldiers of robbery, rape. *The City Review*. <https://cityreviewss.com/returnees-fleeing-war-in-sudan-accuse-soldiers-of-robbery-rape/>
42. Gattuur, Y. (2023, June 9). Returnees in dire need of aid. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2023/06/09/returnees-in-dire-need-of-aid/>
43. Yiep, J. (2023, June 7). Unity State to commence resettlement plan for returnees. *The City Review*, 2.
44. Mawien, P. G. B. (2023, June 7). WFP says unable to cope with huge influx of returnees in Warrap State. *The Dawn*.
45. Action Against Hunger USA, Dorcas Aid Intenational, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), GOAL, International Organization for Migration (IOM), Norwegian Refugee Council (NRC), World Food Programme (WFP), World Vision, & ZOA. (2022, September 19). *IRNA Report: Gogrial East 02-09 August 2022*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/irna-report-gogrial-east-02-09-august-2022>
46. Health Cluster, & World Health Organization. (2024). *South Sudan Health Cluster Bulletin #08, October—December 2023*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-health-cluster-bulletin-08-october-december-2023>
47. Harlan, C. (2023, November 2). Years into a climate disaster, these people are eating the unthinkable. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/climate-environment/2023/11/02/south-sudan-climate-floods-war/>
48. UN Children's Fund, & UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2023, September 18). *Flood assessment report: Mundri West County - Western Equatoria State*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/flood-assessment-report-mundri-west-county-western-equatoria-state-date-18th-september-2023>
49. Médecins Sans Frontières (MSF). (2023, October 26). *South Sudan: Aid needs to scale up for returnees stuck in Renk*. MSF. <https://msf.org.au/article/project-news/south-sudan-aid-needs-scale-returnees-stuck-renk>
50. Memo, L. (2019, November 14). South Sudan villagers relocated after oil leak. *Voice of America*. https://www.voanews.com/a/africa_south-sudan-villagers-relocated-after-oil-leak/6179447.html
51. Yiep, J. (2023, June 9). Unity State appeals for probe on oil pollution. *The City Review*. <https://cityreviewss.com/unity-state-appeals-for-probe-on-oil-pollution/>
52. Integrated Food Security Phase Classification (IPC). (2023, November 6). *South Sudan: Acute food insecurity situation for September—November 2023 and projections for December 2023—March 2024 and for April—July 2024*. <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1156667/?iso3=SSD>
53. World Health Organization (WHO), & South Sudan Ministry of Health. (n.d.). *South Sudan Health Service Functionality Dashboard*. Retrieved 27 February 2024, from https://southsudanhsf.shinyapps.io/hsf_dashboard/
54. REACH Initiative. (2023, May 10). *South Sudan service provider mapping: Rumbek East (November 2022)*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-service-provider-mapping-rumbek-east-november-2022>
55. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2022). *South Sudan humanitarian needs overview 2022 (February 2022)* (Humanitarian Programme Cycle 2022). <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-humanitarian-needs-overview-2022-february-2022>
56. WHO Health Development Partner Group (HDPG). (2023, May 17). *WHO Health Service Functionality (HSF) Project*.
57. International Medical Corps (IMC), International Rescue Committee, Medair, Mercy Corps, & Welthungerhilfe. (2023). *Inter-agency assessment report, Panyijiar County, Unity State (January 2023)*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-inter-agency-assessment-report-panyijiar-county-unity-state-january-2023>
58. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2021). *Flood impact report: South Sudan*. FAO South Sudan. https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoweb/South-Sudan/FAOSS-Flood-Impact-Report-Dec-2021.pdf
59. Grabska, K. (2014). *Gender, home & identity: Nuer repatriation to Southern Sudan* (Woodbridge, Suffolk). Boydell and Brewer.

60. Office of the President, Republic of South Sudan. (2022). *Proceedings of the 6th Governors' Forum 22-30 November 2022, Juba* (p. 60).
61. Yugusuk, H. J. J. (2018). Impact of Oil Revenues on Economic Prosperity in South Sudan. *Journal of International Trade, Logistics and Law*. <https://www.semanticscholar.org/paper/Impact-of-Oil-Revenues-on-Economic-Prosperity-in-Yugusuk/e21b0e503847ff5274bbf43c29b52dc26ee0fab4>
62. Ministry for Humanitarian Affairs and Disaster Risk Management (MHADM), South Sudan Red Cross Society (SSRC), & International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2017). *Law and policy for disaster risk management in South Sudan: Workshop report (21 and 22 March 2017)* [Workshop report]. https://disasterlaw.ifrc.org/sites/default/files/media/disaster_law/2020-09/South%20Sudan%20workshop%20report%202017.pdf
63. Ministry of Humanitarian Affairs and Disaster Management (MHADM). (2018). *MHADM strategic plan 2018—2020*. <https://africa.wetlands.org/en/publications/national-disaster-management-strategic-plan-for-south-sudan/>
64. Nyuar, K. B. (2022). *Republic of South Sudan official statement at the Global Platform for Disaster Risk Reduction held in Bali/Indonesia from 23-28 March 2022*. Ministry of Humanitarian Affairs & Disaster Management, Republic of South Sudan. <https://globalplatform.undrr.org/media/81060/download?startDownload=true>
65. Mayen, J., Wood, E., & Frazier, T. (2022). Practical flood risk reduction strategies in South Sudan. *Journal of Emergency Management*, 20(8), 123–136. <https://doi.org/10.5055/jem.0669>
66. Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (GFDRR). (2023). *Identifying opportunities to enhance community resilience in South Sudan*. <https://www.gfdrr.org/en/feature-story/identifying-opportunities-enhance-community-resilience-south-sudan>
67. Gattuur, Y. (2023, June 9). Unity State hails UNMISS over flood control. *Number One Citizen Daily Newspaper*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2023/06/09/unity-state-hails-unmiss-over-flood-control/>
68. Hassan, R., Scholes, R. J., Marneweck, G., Petersen, G., Mungatana, E., Wahungu, G., Batchelor, A., Thompson, M., Rountree, M., Lo-Liyong, C., Crossky, S., Ipoto, L., Kuot Jel, P., & Echessah, P. (2006). *Environmental impact assessment of the Bor counties' dyke rehabilitation project, South Sudan: Integrated assessment report*. Centre for Environmental Economics and Policy in Africa. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnaea465.pdf
69. WFP. (2023, June 6). A WFP dyke rehabilitation project is allowing families to return home. *The Dawn*. <https://jubaecho.com/2023/06/05/a-wfp-dyke-rehabilitation-project-is-allowing-families-to-return-home/>
70. Takpiny, B. (2023, November 6). WFP built dyke eases access to education and health services in Gogrial West County. *The Dawn*. <https://thedawn.com.ss/2023/11/06/wfp-built-dyke-eases-access-to-education-and-health-services-in-gogrial-west-county/>
71. MacDonald, M. (2019). *Assessment for the Bor Flood Control Initiative: Scoping study*. <https://www.government.nl/binaries/government/documenten/reports/2019/10/18/assessment-for-the-bor-flood-control-initiative/bor-flood-control-assessment.pdf>
72. Martinez, S. (2023, February 21). Surviving the floods of South Sudan. *Geographical*. <https://geographical.co.uk/science-environment/surviving-the-floods-of-south-sudan>
73. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2024, January 18). *Innovating anticipatory action: Lessons from the 2022 South Sudan floods*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/innovating-anticipatory-action-lessons-2022-south-sudan-floods>
74. Marabire, M. (2022). *Environmental and social management plan (ESMP) for flood control in Rubkona and Leer Counties, Unity State, South Sudan* (Project No: 201775). South Sudan Enhancing Community Resilience and Local Governance Project. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099345009092238109/pdf/P1699490b30bd00f6083d404f92ad8e9b58.pdf>
75. Team Jonglei Investigation. (1953). The Equatorial Nile Project and its effects in the Sudan. *The Geographical Journal*, 119(1), 33–48. <https://doi.org/10.2307/1791617>
76. Brooks, R. H., Bunker, S. E., Domer, R. G., & Zoellner, D. R. (1982). *Sudan: An assessment of decentralized hydropower potential* (NRECA Small Decentralized Hydropower (SDH) Program). https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNAAP552.pdf
77. Gworo, R., & Kaitenpoth, F. (2023). *Hydro-politics in the Sudd Wetland: The implications of past and current water development projects for South Sudan and the Nile Basin (March 2023) - South Sudan | ReliefWeb*. CSRF. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/hydro-politics-sudd-wetland-implications-past-and-current-water-development-projects-south-sudan-and-nile-basin-march-2023>
78. Ninrew, C. (2022, July 14). Defiant Unity State residents start clearing River Naam with hand tools. *Eye Radio*. <https://www.eyeradio.org/defiant-unity-state-residents-start-clearing-river-naam-with-hand-tools/>
79. Jildo, A. (2022, November 2). Government procures food for vulnerable flood victims. *Number One Citizen*. <https://onecitizendaily.com/index.php/2022/11/02/government-procures-food-for-vulnerable-flood-victims/>
80. *White Nile River flood forecasts for conflict-affected zones*. (2023, August 22). University of Reading: Research News. <https://www.reading.ac.uk/news/2023/Research-News/White-Nile-River-flood-forecasts-for-conflict-affected-zones>
81. WASH Cluster. (2022, March 25). *WASH Cluster Floods Preparedness and Response Plan*. <https://drive.google.com/file/d/1ms59CsF5H7zIhrVcJaNp-mLaASCLIMuO/view>
82. WASH Cluster South Sudan. (2021). *South Sudan WASH Cluster partner guidelines—November 2021: Standards and protocols*. https://drive.google.com/file/d/1Xe2L0OYoVYj9V9XGgRd_Kav/view?usp=embed_facebook
83. Médecins Sans Frontières. (2023, August 4). *South Sudan: MSF helps communities prepare for renewed flooding as massive floods appear to be the new reality*. <https://msf.hk/en/content/south-sudan-msf-helps-communities-prepare-renewed-flooding-massive-floods-appear-be-new>
84. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2023, October 20). *South Sudan: Humanitarian snapshot (September 2023)*. <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-humanitarian-snapshot-september-2023>
85. Struggle and resilience of people fleeing violence in Sudan. (2023, October 12). *Plan International*. <https://plan-international.org/blog/2023/10/12/fleeing-violence-sudan/>

86. Tiitmamer, N., Gworo, R., & Midgley. (n.d.). *Climate change and conflict in South Sudan: Community perceptions and implications for conflict-sensitive aid*. Conflict Sensitivity Resource Facility (CSRF). Retrieved 17 March 2024, from <https://www.csrf-southsudan.org/repository/climate-change-and-conflict-in-south-sudan-community-perceptions-and-implications-for-conflict-sensitive-aid/>
87. Sparks, J. (2021, June 21). South Sudan: Battle to repair dyke after huge swathes of farmland submerged by two years of flooding. *Sky News*. <https://news.sky.com/story/south-sudan-cattle-replaced-by-fish-as-huge-swathes-of-farmland-destroyed-by-two-years-of-flooding-12335814>
88. Agensky, J. C. (2019). Religion, governance, and the 'Peace–Humanitarian–Development Nexus' in South Sudan. In C. de Coning & M. Peter (Eds.), *United Nations Peace Operations in a Changing Global Order* (pp. 277–295). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-319-99106-1_14
89. de Wolf, F., & Wilkinson, O. (2019). *The triple nexus, localization, and local faith actors: The intersections between faith, humanitarian response, development, and peace*. Joint Learning Initiative on Faith and Local Communities - DanChurchAid. <https://jiliflc.com/resources/triple-nexus-literature-dca/>, <https://jiliflc.com/resources/triple-nexus-literature-dca/>



Auteurs : Cette note stratégique a été rédigée par Leben Moro (Université de Djouba), Jennifer Palmer (LSHTM) et Tabitha Hrynick (IDS).

Remerciement : Cette note stratégique a été révisée par Nhial Timmerman (Sudd Institute et Université de Djouba), Ryan Burbach (OMS Soudan du Sud et LSHTM), Melissa Parker (LSHTM), Naomi Pendle (Université de Bath) et Ayodele Jegede (Université d'Ibadan). Parmi les autres contributeurs consultés dans le cadre de cette note stratégique figurent des collaborateurs du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, de la Bridge Network Organisation, de l'Organisation mondiale de la santé au Soudan du Sud et du Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni. La rédaction de la note stratégique a été dirigée par Harriet MacLehose (équipe de rédaction SSHAP).

Référence suggérée : Moro, L., Palmer, J. et Hrynick, T. (2024). *Considérations clés pour répondre aux inondations au Soudan du Sud par le biais du Nexus Humanitaire-Développement-Paix*, Social Science in Humanitarian Action (SSHAP).

www.doi.org/10.19088/SSHAP.2024.012

Publié par l'Institute of Development Studies : avril 2024.

Copyright : © Institute of Development Studies 2024.

Ceci est un document en libre accès distribué selon les modalités de la version 4.0 de la licence internationale Creative Commons Attribution (CC BY 4.0), qui, sauf indication contraire, autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs d'origine et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

Contact : Veuillez nous contacter si vous avez une demande directe relative à cette note stratégique, ou concernant des outils, une expertise technique ou une analyse à distance supplémentaire, ou si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers, veuillez contacter la Plateforme Social Science in Humanitarian Action en envoyant un e-mail à Annie Lowden (a.lowden@ids.ac.uk) ou Juliet Bedford (julietbedford@anthrologica.com).

À propos de la SSHAP : La Plateforme Social Science in Humanitarian Action est un partenariat entre l'Institute of Development Studies, Anthrologica, le CRCF Sénégal, l'Université de Gulu, Le Groupe d'Etudes Sur Les Conflits Et La Sécurité Humaine (GEC-SH), la London School of Hygiene and Tropical Medicine, le Sierra Leone Urban Research Centre, l'Université d'Ibadan, et l'Université de Djouba. Ces travaux ont été financés par le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth et le Wellcome Trust sous le numéro de subvention 225449/Z/22/Z. Les opinions exprimées ci-après sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des donateurs, ni les opinions ou politiques des partenaires du projet.

 [@SSHAP_Action](https://twitter.com/SSHAP_Action)

 info@socialscience.org

 www.socialscienceinaction.org

 [SSHAP newsletter](#)